

UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Faculté des sciences sociales
École de développement international et mondialisation



Les raisons géoéconomiques de l'intervention politico-militaire russe en Syrie

Jessica Mardo

7601222

Mémoire

présenté à la Faculté des Sciences Sociales
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en développement international et mondialisation

Superviseur de mémoire : Professeur Noomane Raboudi

Août 2019

© Jessica Mardo, Ottawa, Canada 2019

Résumé

Le conflit syrien qui perdure depuis maintenant plus de huit ans a porté divers visages de la violence politique. Les intérêts en Syrie sont nombreux et d'une grande importance pour les acteurs impliqués dans ce conflit. Alliés ou opposants de Bashar Al-Assad, tous combattent pour des raisons géopolitiques, géoéconomiques ou idéologiques. La région du Moyen-Orient se retrouve ébranlée par la vive résurgence d'une confrontation entre des acteurs alliés aux États-Unis et avec d'autres alliés à la Russie. Cette crise syrienne a changé la configuration géopolitique du Moyen-Orient ainsi que celle de l'Ordre mondial. Ce mémoire propose une analyse de la stratégie de l'intervention russe en Syrie. Notre objectif est de déterminer quelles sont les raisons géoéconomiques de l'intervention politico-militaire russe en Syrie. Nous soutenons qu'il y a des causes directes et des causes indirectes dans la stratégie d'intervention russe en Syrie. La Russie est intervenue en Syrie pour renforcer l'alliance russo-syrienne déjà existante, pour endiguer la prolifération extrémiste et pour tirer profit de la position stratégique de la Syrie. Le président russe a instrumentalisé le conflit syrien de manières contournées. Son intervention en Syrie était une opportunité idéale pour se rapprocher de plusieurs États puissants d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Il a également cherché à tirer profit de la normalisation de relations ou des rapports avec ces pays ou États. Parmi ces gains, on peut citer les futurs projets de routes d'hydrocarbures et de son marché d'armes. Moscou a maintenant sécurisé son pouvoir politique et économique au Moyen-Orient. Malgré les risques et les coûts associés à la défense du régime syrien, le Kremlin a su se faire une place parmi les leaders dans un éventuel Nouvel ordre mondial.

Remerciements

Je tiens à remercier mon superviseur Prof. Noomane Raboudi d'avoir rendu la soumission de ce mémoire possible et d'avoir consacré de longues heures sur ce mémoire. De plus, j'aimerais particulièrement remercier Prof. Martin Kalulambi-Pongo pour m'avoir continuellement poussé à me surpasser et de m'avoir incité à entamer des études supérieures.

De plus, je voudrais énormément remercier le soutien continue de mes parents tout au long de mes études universitaires, d'avoir toujours crus en moi et été présents peu importe où je me trouvais, que ce soit au Canada ou à l'autre bout de la planète !

Finalement, je tiens à remercier mes amis pour leurs encouragements tout au long de mon cheminement et surtout mes lecteurs non officiels Heraldo Jacques et Elody Kena pour avoir dédié du temps pour la relecture de ce mémoire.

Merci à tous !

Table des matières

Introduction.....	1
<i>Mise en contexte du conflit syrien</i>	<i>2</i>
Chapitre I : Cadre théorique et méthodologie	3
1.1 Le concept de géoéconomie	3
1.2 L'intervention russe selon la théorie des alliances	5
1.3 La stratégie de Poutine pour rétablir la puissance russe sur la scène internationale	8
1.4 La méthodologie de la recherche	13
Chapitre II : Les raisons géoéconomiques directes de l'intervention russe en Syrie	15
2.1 L'histoire des relations russo-syriennes	15
2.2 Les modalités de la coopération russo-syrienne	16
2.2.1 La coopération économique.....	16
2.2.2 La coopération militaire	22
2.2.3 La coopération stratégique.....	25
Chapitre III : Les raisons géoéconomiques indirectes de l'intervention russe en Syrie.....	27
3.1 L'utilité de l'implication russe dans le conflit syrien dans la gestion des rapports de force avec l'Europe de l'Ouest et les États-Unis	27
3.1.1 Le conflit syrien comme outil de pression sur l'Europe.....	27
3.1.2 Le maintien de Bashar Al-Assad pour contrebalancer l'influence américaine au Moyen-Orient	31
3.1.3 L'intervention russe en Syrie comme instrument de détournement du conflit ukrainien	32
3.2 Renforcer les rapports de coopération militaro-économique avec les pays voisins de la Syrie.....	34
3.2.1 La présence russe en Syrie comme prétexte pour renforcer l'alliance avec l'Iran	34
3.2.2 Les bénéfices de l'alliance avec la Turquie	37
3.2.3 La guerre civile syrienne dans le rapport russe avec les monarchies pétrolières du golfe arabo-persique	42
3.3 Pourquoi inviter la Chine à s'impliquer dans le conflit syrien ?.....	45
3.3.1 L'alliance sino-russe vers la multipolarité d'un Nouvel Ordre mondial.....	45
3.3.2 Un investisseur potentiel en Syrie post-conflit	46
3.3.3 La Syrie dans le projet chinois de la route de la soie.....	47
Conclusion	48
Annexes.....	51
Bibliographie	54

Introduction

Le conflit syrien qui perdure depuis maintenant plus de huit ans a porté divers visages de la violence politique. Le régime syrien de Bashar Al-Assad a été défié par l'implication directe ou indirecte de nombreux acteurs. Plus d'une vingtaine d'États se sont impliqués dans la guerre civile syrienne et des centaines de différents groupes armés se battent sur son territoire. Les alliés du régime syrien, notamment la Russie, l'Iran et la Chine, ont empêché le renversement du régime syrien grâce à leur support militaire, politique et économique. Cette guerre a complètement déstabilisé le pays. Elle a fait régresser la Syrie de quelques décennies en termes de développement économique, social et humain. Aujourd'hui, on estime plus de 5.6 millions de réfugiés syriens ayant fui la Syrie et 6.6 millions de déplacés à l'intérieur du pays (HRW, 2019).

La crise syrienne est devenue le conflit le plus médiatisé au monde. Elle a eu non seulement des répercussions désastreuses sur le territoire syrien, mais aussi sur le monde entier. L'implication persistante de plusieurs acteurs pendant ces nombreuses années de guerre en Syrie a mené plusieurs chercheurs à étudier l'importance géostratégique et géoéconomique de cet État au Moyen-Orient. Elle leur a permis de considérer les politiques de la Russie, de l'Iran et de la Chine dans leur étude de la nouvelle configuration géopolitique et géoéconomique de la région.

Cette étude se concentrera sur la Russie. Plus précisément, elle aura comme objectifs principaux les raisons de l'intervention russe dans le conflit syrien. Nous croyons que des raisons directes et indirectes sont derrière la stratégie de Vladimir Poutine, en Syrie. Nous essaierons donc de décortiquer cette analyse en étudiant les coopérations économiquement et politiquement recherchées par la Russie ou les États clés desquels elle tient à se rapprocher pour atteindre ses objectifs en Syrie.

Nous tenterons de mettre en lumière deux arguments qui pourraient être sujet d'analyse pour expliquer les raisons géoéconomiques qui motivent l'intervention politico-militaire russe dans le conflit syrien. Notre objectif est d'abord de comprendre des causes directes de l'intervention russes en Syrie. Nous analyserons l'histoire des relations russo-syriennes et les modalités de leur coopération, économique, militaire et stratégique.

Dans la deuxième étape de notre recherche, nous allons nous concentrer sur les causes indirectes de l'intervention russes en Syrie. Celles-ci représentent les sous-objectifs de la Russie

durant son intervention en Syrie. Dans cette section, nous traiterons d'abord de l'utilité de l'implication russe en Syrie, dans la gestion des rapports de force avec les pays d'Europe de l'Ouest et les États-Unis. Ensuite, nous étudierons le renforcement des rapports de coopération militaro-économique avec les voisins de la Syrie, particulièrement l'Iran, la Turquie et les pays du golfe arabo-persique. Enfin, nous terminerons ce chapitre avec l'utilité de l'alliance sino-russe dans le conflit syrien.

Mise en contexte du conflit syrien

Comme plusieurs États arabes, la Syrie n'a pas été épargné des effets du *Printemps arabe*. Ce dernier a été caractérisé par des révoltes populaires dans plusieurs pays arabes, s'étant progressivement encouragé les uns les autres. La Syrie a été la plus gravement touchée parmi les nations affectées par le *Printemps arabe* et son conflit reste parmi les plus marquants de la politique internationale. En effet, le *Printemps arabe* a atteint la Syrie en mars 2011 et le conflit syrien n'a fait que s'aggraver avec les années (Hetou, 2019 :1). Aujourd'hui, plus de huit ans se sont écoulés depuis son commencement. Au cours de ces années, le conflit s'est développé en une guerre à caractère polymorphique. Elle a été étudiée en tant que guerre civile, guerre confessionnelle et guerre par procuration. En effet, le régime de Bashar Al-Assad est confronté à divers groupes d'opposants rebelles, terroristes et étatiques. En plus d'une fragmentation du territoire entre multiples groupes d'influence, les dommages humains et matériels causés par ces différents acteurs sont aujourd'hui énormes. Ainsi, cette guerre aurait arriéré le pays de quelques décennies en termes de développement économique, social et humain. Son PIB a été réduit de moitié, la dette publique a doublé, la population a été réduite de 20 à 30%, sans compter les 50% de déplacés (Gobat & Kostial, 2016:20). De plus, on estime une perte de \$10.5 milliards en capital humain, vu les destructions d'infrastructures diverses et l'accès impossible aux écoles (*Ibid.*). Présentement, les experts estiment un besoin allant de \$180 à \$200 milliards pour redémarrer l'économie du pays (*Ibid.*). Bref, ce chiffre ne fera qu'augmenter tant que la stabilité n'est pas revenue dans le pays. De surcroît, la perte de main-d'œuvre qualifiée et le départ de grands entrepreneurs ayant fui la guerre sont également des freins au développement de la Syrie (*Ibid.*). Considérant les effets désastreux de la guerre, l'aide internationale constitue la seule chance de sécurité et de reconstruction de la Syrie, dont la Russie continue de pousser de l'avant (Çakmak & Ustaoglu,

2017:65). Malgré tout, la Syrie devra majoritairement dépendre de l'aide de ses plus proches alliés : la Russie et l'Iran (Cohen, 2016: 24).

Chapitre I : Cadre théorique et méthodologie

1.1 Le concept de géoéconomie

Le Proche-Orient est un exemple typique de l'association conceptuel de la géopolitique et du nouveau concept de la géoéconomie. En effet, plusieurs théoriciens s'entendent pour dire que la géoéconomie marque et indique un changement profond dans la définition et la perception traditionnelle de la géopolitique (Lorot, 2009 :17). De nos jours, la géopolitique est caractérisée par la présence de forces politiques se confrontant à des nations et sur des territoires. D'une part, celles-ci emploient plusieurs méthodes pour justifier ou légitimer leurs motivations. D'autre part, elles s'affrontent pour condamner les méthodes employées par leurs adversaires pour le territoire ou de la population disputée (Lacoste, 1993). En fait, il y a une distinction particulière entre la géopolitique et la géoéconomie. Effectivement, la géopolitique désigne la participation d'États, d'entreprises et de groupes humains dans des actions pour une stratégie de conquête de territoires (Lorot, 2009 :17). Pour sa part, la géoéconomie représente les actions des États et des grandes entreprises à l'échelle mondiale ayant comme stratégie primaire l'acquisition de suprématie technologique et commerciale (*Ibid.*).

Comme il avait été prédit dans les années 90, la présente prééminence de la géoéconomie provient du fait que l'arme militaire traditionnelle est aujourd'hui remplacée par l'arme économique pour prouver ou mesurer la puissance des États au niveau mondial (Luttwak, 1995). En effet, dans ce monde de plus en plus globalisé, les intérêts économiques prennent le dessus des intérêts politiques. Cette usurpation se manifeste concrètement par la mesure de la puissance des États par rapport à leur santé économique (Lorot, 2009 :10.). Cette mesure se base sur les liens qu'on retrouve entre les concepts de puissance et d'espace (*Ibid.* :14.). Dorénavant, c'est la géoéconomie qui rythme les décisions politiques. On observe progressivement que les interventions politiques sont réellement motivées par d'importantes raisons stratégiques (Luttwak, 1995 :40). Ainsi, elles cachent des inquiétudes de répercussions économiques et financières sur un marché ou un État en question (*Ibid.*). C'est pourquoi il devient primordial de gagner ou garder

une place parmi les États les plus puissants de l'économie internationale (Lorot, 2009 :11). D'ailleurs, comme on peut le constater, le concept de géoéconomie s'applique bien au cas de la stratégie russe dans le conflit syrien. En effet, malgré l'indéniable entrecroisement entre la géopolitique et la géoéconomie dans la région du Moyen-Orient, la géoéconomie expliquerait les raisons de l'intervention russe en Syrie. Effectivement, la Russie aurait pour but de contrôler les routes d'énergies vers l'Europe pour garder cette dernière dépendante de ses énergies. Ainsi, cela assurerait en partie la sécurité économique de ce pays et de ses puissantes compagnies énergétiques (Pami Aalto, 2016).

En outre, la géoéconomie découle d'une étude de stratégie économique et de décisions politiques pour assurer la protection économique nationale (Lorot, 2009 :14). Or, elle a pour but de conférer à l'État ou à l'entreprise « nationale » un élément de puissance et de consolidation internationale (*Ibid.*). En tenant compte des ambitions et des stratégies de l'un et de l'autre, les États et les entreprises agissent de concert pour rester aligné avec leur objectif principal : la puissance économique (*Ibid.*). Ainsi, les secteurs d'activités ou les entreprises forment pour les acteurs d'un pays une nouvelle source de mobilisation économique en faveur des intérêts « suprêmes » de l'État (*Ibid.* :15). Plus précisément, ils sont une partie intégrale de l'identité économique des nations et excellent au niveau international (on les dénomme de « champions nationaux ») (*Ibid.*). Il est important de noter que lorsqu'un État promeut, participe ou conduit des activités comme des investissements, de la recherche, du développement ou des études de marchés, il n'est plus nécessairement question d'économie mais plutôt de géoéconomie (Luttwak, 1995 :34).

Bref, la géoéconomie n'est pas la fin de la puissance, mais bien une réévaluation du rôle relatif des divers éléments la constituant. Elle s'explique particulièrement par « l'exclusion du militaro-stratégique », en faveur de « l'économique et de la recherche de la puissance économique » comme but stratégique fondamental des pays occidentaux et industrialisés (Lorot, 2009 :19). Or, l'étude de cette théorie permettra de mieux saisir les motivations derrière la stratégie de l'administration de Vladimir Poutine, dans son intervention en Syrie. Évidemment, elle renferme une motivation centrale à caractère géopolitique qui permet à la Russie de prendre une position de pouvoir dans la région la plus convoitée du monde : le Moyen-Orient. En plus, les projets géoéconomiques russes révèlent des raisons directes et indirectes que nous étudieront à la lumière du concept.

1.2 L'intervention russe selon la théorie des alliances

Plusieurs raisons peuvent être associées aux formations d'alliances interétatiques que l'on retrouve aujourd'hui dans notre système international. Définir le concept d'alliances interétatiques est difficile car il fait référence à différentes variables. En effet, il passe de l'absence d'accord de sécurité nationale à celle d'une protection bilatérale, ou d'un pacte d'impartialité à une consultation entre acteurs en cas d'hostilité contre l'un des membres de l'alliance (Ward, 1982). Cependant, on retrouve un ensemble de quatre caractéristiques dans les définitions implicites ou explicites des alliances :

« 1) Une relation de collaboration entre au moins deux États-nations, 2) une agrégation (potentielle) de forces militaires, 3) des intérêts communs en matière de sécurité nationale, qui tiennent généralement à la perception commune d'une menace extérieure et 4) une croyance dans la valeur de l'action collective par opposition à l'action individuelle » (Lemieux et al. 1994 : 246).

Parmi les coopérations internationales les plus populaires d'aujourd'hui, nous retrouvons l'OTAN, le BRICS, l'UE, etc. et chacune d'entre elles peuvent avoir différentes motivations et intérêts en ce qui concerne les gains résultant de ces alliances. Pour un régime, faire partie d'une alliance peut contribuer au renforcement de son pouvoir interne autant qu'à la promotion de son prestige sur la scène internationale (*Ibid.* :253). Ainsi, plusieurs variables peuvent être considérées lors de la formation d'alliances interétatiques.

En effet, les États peuvent former des alliances dans le but de se protéger contre les changements structurels de leur système qui pourraient avoir de grands impacts sur leur rôle à l'international (Chiu, 2003 :124). De plus, ils peuvent également se former pour se garder une sécurité dans tous les secteurs, dépendamment de ceux étant concernés (*Ibid.*). Certains États vont s'allier avec d'autres pour augmenter leur pouvoir face à d'autres (*Ibid.*). Théodore Caplow soutient que les acteurs d'une coalition préfèrent dominer sur le plus grand nombre de personnes possible au lieu de s'allier avec les plus puissants (Caplow, 1956). Cela leur permet de contrer une hégémonie, donc de prévenir une domination sans partage (*Ibid.*). Il est important de noter que plus la menace est grande, moins l'idéologie et la culture commune deviennent importantes dans les alliances. D'une part, ces dernières peuvent être formées dans le but de garder un certain équilibre dans le système international au niveau des pouvoirs. D'autre part, ces alliances peuvent

aussi se former puisque les bénéfices de leur formation et de leur maintien sont plus élevés que les risques ou les coûts de ne pas les former (*Ibid.*). En effet, certains soutiennent que les États créent des alliances pour atteindre certains buts, comme par exemple pour se protéger contre des menaces circonstancielles ou structurellement critiques et sensibles (*Ibid.*). Les alliances peuvent également être formées dans le cas où un État cherche à mettre de la pression sur certaines questions de politiques étrangères qui lui sont importantes (*Ibid.* :129). Cependant, plus une coalition est grande, moins les chances de sa conservation sont probables. Ainsi, il est plus avantageux qu'elle soit de petite taille, gardant les liens entre ses membres plus harmonisés. De surcroît, autant qu'une probabilité d'alliance entre États soit propice à une éventuelle amitié, elle peut également être source d'instabilité dans le système international (Lemieux et *al.* 1994 :253). En effet, elle peut provoquer une alliance rivale pour contrer l'influence ou la puissance perçue par cette dernière (*Ibid.*). Par ailleurs, les alliances formées entre États dépendent des circonstances nationales, de la situation internationale ou de toutes autres variables, tel que mentionnée précédemment. Or, il est déraisonnable d'y attribuer une définition générale ou de l'associer à un seul courant. Toutefois, pour en faciliter leur étude et leur compréhension, la communauté académique a catégorisé l'étude du groupe des coalitions, des alignements et des alliances en trois écoles de pensées.

Premièrement, on retrouve celle du courant économique où l'État cherche à maximiser les gains de ses alliances (Lemieux et *al.* 1994 :247). Dans ce courant, les penseurs se concentrent sur la constitution des coopérations et les négociations entre les membres de l'alliance, pour chercher un maximum de rendements dans l'accord formé (*Ibid.*). Si l'objectif d'un des membres est le prestige mondial ou l'assise de son pouvoir domestique, il est possible pour cet État de joindre ou créer une alliance qui est particulièrement plus large que ce qui est vraiment essentiel pour triompher (*Ibid.* :248). Ici, l'État cherche la maximisation des profits du groupe entier, pas nécessairement la division des bénéfices de l'alliance entre membres. En bref, la notion économique des alliances repose sur sa rentabilité et son efficacité, c'est-à-dire, d'en maximiser les gains financiers et, si possible, sans répercussions néfastes.

Le deuxième courant est celui des relations de pouvoir qui est dans un but purement militaro-sécuritaire et cherche à se protéger des menaces d'une force opposée. En fait, on y retrouve trois sous-courants :

- a) La recherche d'une balance de pouvoir : L'obtention d'une alliance de puissance équivalente à celle de l'ennemi pourrait mener à une balance à somme nulle et éventuellement mener à sa dissolution (*Ibid.* :249).
- b) En vue d'intégration : Les plus faibles s'allient à la recherche de sécurité et les plus forts pour l'hégémonie (*Ibid.*).
- c) Les affinités : Ce sous-courant regroupe les membres d'une alliance grâce à leur idéologie ou leurs rapports socio-culturels. Il se concentre sur les rapports de forces suivant une pensée traditionnelle et réaliste où notre système mondial serait anarchique et dans lequel la puissance et la sécurité nationale serait au cœur des préoccupations des États (*Ibid.*).

Enfin, le troisième est le courant structurel qui se concentre sur des ensembles de relations et des structures de ceux-ci (*Ibid.* :251). Ici, on parle principalement des affinités, des rivalités ou de la neutralité entre États (*Ibid.*). Ainsi, ce courant repose sur le « paramètre des préférences non utilitaires et, plus précisément, sur les relations d'identification, de différenciation et d'indifférence entre les acteurs » (*Ibid.*).

D'ailleurs, le courant économique et celui des rapports de forces peuvent grandement nous être utiles dans notre étude sur les motivations et les stratégies de la Russie dans son intervention en Syrie. En effet, elles sont non seulement les plus importantes dans cette étude, mais elles révèlent convenablement les motifs des alliances russes avec d'autres États. Toutefois, il est important de noter que les différents courants se chevauchent continuellement lors de la formation d'alliances interétatiques. Notamment, on y trouve plusieurs variables pouvant être considérées par les États lors de la formation de leurs alliances. Une alliance entre deux pays peut également évoluer pour en changer son objectif de départ. Ainsi, le rétablissement ou le renforcement des relations de la Russie avec certains pays comme l'Iran, la Turquie, les pays du golfe arabo-persique ou la Chine lui ont permis de créer une coopération à caractère économique. Elles lui ont surtout permis d'avoir un pouvoir face à l'Occident qui avait pendant des années miné la position de la Russie comme superpuissance. Il est important de mentionner que des États voisins peuvent autant être des vecteurs de stabilité que de précarité (Freear, 2016 :7). Quoi qu'il en soit, les anciennes ou les nouvelles alliances forgées par le géant russe lui permettront d'enrichir son empire en argent

et en puissance, mais aussi d'engendrer de nouvelles contre-alliances plus résistantes et unies pour tenter de réduire son influence grandissante.

1.3 La stratégie de Poutine pour rétablir la puissance russe sur la scène internationale

Un tournant dans la vie politique russe a eu lieu dès 1996, avec la nomination de Primakov comme Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Primakov a cédé le contrôle des affaires politiques russes et celui de « l'étranger proche » de la Russie aux services secrets (le KGB). Quelques années plus tard, l'arrivée au pouvoir d'un ex-agent du KGB, Vladimir Poutine, a permis la mise en place d'un système politique pour garder ce contrôle sur le pouvoir à l'intérieur de ses frontières et maintenir une influence sur les États en périphérie. En revanche, pour l'État russe, les frontières de la Fédération n'ont pas réellement de limites (Thom, 2017). En fait, plusieurs conflits proches des frontières russes ou de celles de ses ex-républiques ont aujourd'hui renforcé l'image de Poutine ainsi que l'attribution claire de son nom à celle de l'État russe. En fait, la politique étrangère de Poutine est en soit une lutte au sein de la polarisation de cet ordre mondial pour remettre la Russie sur un podium de superpuissance (Aşcı, 2018: 99). Pour décrire et comprendre la politique étrangère de la Russie d'aujourd'hui, il est nécessaire de se baser sur des objectifs principaux semblables à ceux ayant existés dans l'Empire tsariste. Ces derniers pourraient être résumés à l'unité, l'intégrité et l'influence de la Russie (Committeri, 2012 :5). Encore, les alliances stratégiques de la Russie et le maintien de la distance américaine de sa périphérie ex-soviétiques restent également primordiaux pour le succès des manœuvres russes modernes (*Ibid.*).

Depuis le début de la crise ukrainienne et du conflit syrien – des conflits majeurs dans le tournant des relations internationales et de la politique étrangère de la Russie – plusieurs études ont été effectuées pour comprendre les motivations et les stratégies de la Russie. Ainsi, Poutine est la personne étudiée pour tenter de résoudre l'énigme de la psyché du « maître du Kremlin » (Carcanague, 2017 :169) et dans notre cas, les raisons derrière son intervention en Syrie. Les analystes ont tenté d'étudier le mandat actuel de Poutine en attribuant un but prioritaire à chacun de ses termes présidentiels. En effet, pour son premier mandat, des penseurs ont attribué l'objectif de restaurer l'autorité de l'État et renforcer son efficacité (*Ibid.* :170). Ensuite, son deuxième mandat avait une visée de croissance économique pour profiter de l'augmentation des prix des hydrocarbures sur le marché mondial (*Ibid.*). Enfin, son troisième serait de nature idéologique,

donc les concepts et la philosophie derrière les actions et la vision de Poutine (*Ibid.*). Ce dernier mandat spéculé serait l'endroit où la piste se brouille pour les chercheurs. En fait, la réalité derrière la stratégie de Poutine n'est pas clairement comprise, considérant les multiples hypothèses possibles et étudiées (*Ibid.*). Par ailleurs, plusieurs thèmes dans le discours de Poutine ressortent, comme celui du rapport russe avec l'Europe et l'eurasisme, ensuite, celui de la contestation de l'Ordre international et, enfin, celui de la conservation des valeurs traditionnelles (*Ibid.*). C'est là où on arrive à établir une idéologie que l'on dénomme le « Poutinisme » (*Ibid.*).

D'ailleurs, il a souvent été discuté du présent équilibre mondial et son éventuelle rupture dans les années à suivre (Gauthier, 2009 :23). En effet, la Russie cherche à changer cet Ordre mondial établi par l'Ouest qui, selon elle, lui aurait été prescrit depuis l'effondrement de l'Union soviétique (Stent, 2016:107). La Russie continue d'utiliser sa force diplomatique et politique pour critiquer les actions de l'Ouest dans le but de réduire leur force et leur notoriété. De plus, elle cherche à réformer l'Ordre mondial qui selon elle serait sous l'égide coercitive de l'Ouest, principalement celui des États-Unis. Cela lui permettrait de construire un Nouvel ordre mondial où les intérêts de la Russie seraient une partie intégrante des décisions globales (*Ibid.* :106). Ainsi, son implication dans la crise syrienne lui a permis de devenir un acteur indispensable lors des discussions onusiennes sur le conflit syrien. Alors, le système global de pouvoir change en conséquence et passe donc d'une superpuissance américaine à un système polycentrique pour inclure la Russie, la Chine, les États-Unis et l'Union européenne (McNabb, 2016 : 62).

En outre, les calculs de Poutine concernant la conduite de sa politique étrangère prennent en considération les facteurs politiques internes de son État (Stent, 2016 :108). En effet, le président russe utilise sa politique étrangère comme instrument pour justifier et légitimer ses actions au niveau national. De plus, il prend en compte l'image que ses actions projettent de la Russie – celle d'une Russie forte - pour démontrer et garder le pouvoir à l'intérieur de ses frontières, comme l'intervention en Syrie lui a offert (Committeri, 2012 :7). De ce fait, l'intervention russe en Syrie est devenue le catalyseur de la création d'un nouveau multilatéralisme qui répond aux tendances de la transformation moderne d'un nouvel ordre mondial (Bartenev, 2018: 758). Par ailleurs, V. Poutine a critiqué à plusieurs reprises les actions occidentales. Selon lui, elles ont été la cause de la déstabilisation du monde arabe qui aurait créé la situation déplorable

et instable dans laquelle se trouvent plusieurs pays, depuis maintenant de nombreuses années. Poutine affirme que ces conflits ayant contribué à la prolifération de l'extrémisme à travers le monde et coûté cher en vies et en argent exposerait la faillite des décisions de l'Occident face à l'autoritarisme des régimes de la région (*Ibid.* :108). Il se réfère non seulement au conflit syrien, mais également à plusieurs conflits lui ayant précédés. Cependant, son implication prépondérante et réussie dans la crise syrienne est celle qui lui a permis une telle force face à l'Occident. Ses critiques de l'Occident visent non seulement ses adversaires devant la communauté internationale, mais aussi sa crainte face à la propagation potentielle de la pensée islamiste radicale dans ses frontières et dans celles des États l'avoisinant (*Ibid.*).

Poutine utilise plusieurs techniques comme celle de la « guerre psychologique » pour changer et diriger l'opinion publique nationale et mondiale (Thom, 2017 :154). Il use de cette tactique pour persuader sa population, garder une main mise sur son pouvoir et étendre son influence sur ses environs. Tout d'abord, il œuvre sur l'amélioration de l'image et de la situation domestique de la Russie. Pour se faire, il travaille sur la réduction de l'attrait de l'Occident autant auprès des ex-républiques soviétiques, qu'en Occident même. En effet, depuis le début du printemps arabe, plusieurs pays d'Europe ont été confrontés à des problèmes domestiques. Il ne faut pas omettre les répercussions qu'ont eues les missions ou les implications occidentales à l'étranger (ex. Syrie, Libye, Mali, etc.) et ce, autant sur les pays touchés que leurs retombés sur les pays de l'Occident. Alors, le président de la Fédération de Russie a présenté à sa population la situation chaotique de l'Europe et a mis l'accent sur plusieurs de leurs problèmes domestiques et internationaux (*Ibid.*). Parmi ceux-là, on peut énumérer les flux migratoires, la situation économique délicate de plusieurs États de l'UE, l'extrémisme, le terrorisme et plus encore. Pour Poutine, la manière la plus facile de détériorer l'image de l'Europe était d'utiliser la montée des mouvements d'extrême droite qui dévoilaient parfaitement tous les problèmes de leur pays. De cette manière, Poutine a réussi à utiliser ces questions et à les étaler pour montrer qu'en fin de compte, la Russie est en bon état comparé à ces pays (*Ibid.*). Le fait d'exposer le chaos des pays européens a permis de dévier leurs attentions sur leurs problèmes internes plutôt que sur la Russie, réduisant ainsi leurs succès dans leurs projets étrangers. Tout cela a également permis de voir les différences accentuées entre Occidentaux. D'un côté, cela a créé des divergences entre États occidentaux et, d'un autre, a rapproché certains pays d'Europe au gouvernement russe. Ainsi,

Vladimir Poutine a su manipuler et capitaliser sur la division qui s'est créée entre pays européens (Balmaceda : 274). Enfin, certains événements internationaux ont été diffusés dans l'actualité des dernières années, comme l'élection de Trump, le Brexit ou la situation économique déplorable de certains pays de l'Union européenne. Ces derniers ont mené au mécontentement au sein des États et généré des changements dans les relations internationales.

En ce qui concerne l'élection de Trump, plusieurs accusations d'ingérences ont été faites contre la Russie, dont Trump et Poutine ont catégoriquement rejetées et niées (Hettena, 2018). Si les accusations sont mises de côté, que la Russie se soit ingérée dans les élections américaines ou non, il est important de saisir le gain dans les deux cas pour l'image de la Russie. Tout d'abord, prenons le cas où la Russie ne se serait pas ingérée dans les affaires américaines. En effet, la stratégie occidentale de persuasion à travers les médias et leur certitude d'ingérence russe dans leurs affaires démocratiques n'ont fait qu'indirectement montrer la réelle force de la Russie. Cette stratégie a montré la capacité russe à s'ingérer, influencer et même contrôler un des plus importants piliers démocratiques de la superpuissance américaine. Bref, la victoire de Trump reste tout de même un gain pour la Russie, vu la dégradation de l'image des États-Unis dans le monde depuis son arrivée au pouvoir, autant au niveau national qu'international. Dans un deuxième temps, dans le cas où la Russie serait interférée dans les élections américaines, elle aurait réussi à placer un de ses pions dans le pays le plus puissant et le plus problématique pour la Russie – son adversaire américain. En effet, multiples décisions politiques de l'administration Trump, ainsi que sa rhétorique ont dégradé les relations des États-Unis avec plusieurs pays et causé de la frustration au sein de sa population (Thom, 2017 :155). Dans ces deux cas, la Russie reste gagnante et réussie à se rapprocher plus rapidement de son but.

D'autre part, il est important de mentionner qu'après avoir observé le succès des médias sociaux lors de l'avènement du *printemps arabe*, V. Poutine a utilisé cet outil pour développer sa chaîne de télévision RT (*Russia Today*) (Thom, 2017 :154). En effet, ce réseau financé par le gouvernement russe a été diffusé dans plusieurs pays du monde, ainsi atteignant un plus grand nombre d'auditeurs (*Ibid.*). Le réseau de RT s'offre aujourd'hui dans six langues et sous différentes formes (télé, en direct, applications, etc.). Il est à noter que les versions RT allemandes et britanniques n'ont été introduites qu'en 2014 et la version RT française qu'en 2017. Ainsi, la

Russie a misé sur les trois pays les plus puissants d'Europe pour introduire sa chaîne sur leurs réseaux ainsi que sur internet. Ces investissements majeurs permettent à la Russie de non seulement atteindre directement la population de ces pays (incluant la diaspora russe), mais aussi d'étendre sa portée sur d'autre population du globe. En résumé, Moscou a réussi à tisser sa toile à l'étranger. Avec son intervention réussie en Syrie, la Russie a réussi à se présenter comme le sauveur de la communauté internationale, prêt à combattre l'extrémisme qui trouble la mondialisation. Certainement, la situation problématique en Occident ne peut réellement être attribuée à la guerre psychologique de la Russie. Cependant, cela n'a tout de même pas arrêté Poutine de mettre l'accent sur les enjeux occidentaux et d'en exposer davantage les conditions dans le but de les renforcer. Finalement, on voit une continuité dans le discours de Poutine qui est à la base de la stratégie russe et dont l'Occident a démontré ne pouvoir en faire autant (Thom, 2017). Il a réussi à exposer et à amplifier l'interventionnisme occidental raté, ainsi que la dégradation de leur image sur la scène internationale. De plus, il a exploité les occasions pour créer des alliances politiques, notamment durant sa mission en Syrie. Or, le discours russe se différencie par sa continuité et sa cohérence, tout en gardant une large flexibilité dans la présentation de son idéologie pour le manier au besoin (Carcanague, 2017 :174).

Cela nous amène au point le plus important de la stratégie de Poutine pour rétablir la puissance de la Russie sur la scène internationale. En fait, toutes ses stratégies psychologiques, diplomatiques et militaires sont des outils vitaux pour obtenir la puissance désirée. En effet, la dépendance énergétique est au cœur de la stratégie russe et sert d'arme à la Russie (Stegen, 2011). Ayant la plus grande réserve de gaz naturel au monde et étant le deuxième plus grand exportateur de pétrole, la Russie cherche à conquérir et atteindre le plus de marchés mondiaux possibles. Poutine cherche également à conserver et augmenter sa puissance économique, particulièrement en Europe et au Moyen-Orient, tout en créant de fortes alliances. Le conflit syrien l'aurait rapproché de plusieurs puissances moyen-orientales, lui présentant de nouvelles opportunités géoéconomiques. Ainsi, la Russie cherche à garder la dépendance énergétique de plusieurs pays l'avoisinant. Par ailleurs, le président russe use de multiples stratèges ingénieux et rusés pour atteindre ses objectifs. Effectivement, le conflit syrien a été le terrain fertile et opportun pour le grand retour de la Russie. Avec l'accélération de la mondialisation qui continue de changer plusieurs réalités de la vie autant entre individus qu'entre États, les hydrocarbures deviennent graduellement au centre des

nécessités primaires et des préoccupations des États (Du Castel, 2010 :121). L'an 2010 a été une année aussi difficile qu'opportune pour nombreux pays dépendants des énergies russes. D'un côté, les prix d'import de gaz croissaient, mais d'un autre, de nouvelles portes s'ouvraient grâce aux découvertes de ressources dans différents États (Balmaceda, 2013 :3). En 2013, la voie vers la cessation d'une dépendance énergétique de l'Europe face à la Russie s'est présentée grâce à la multiplication des sources de gaz provenant de plusieurs pays (*Ibid.* :278). En effet, on comptait parmi ces derniers les gaz non-conventionnels ou la promotion de nouvelles sources d'énergie durable (*Ibid.*). D'une part, la Russie est un preneur de prix en ce qui attire au pétrole, c'est-à-dire, l'agent qui se doit d'accepter la fixation des prix de pétrole imposés sur le marché concurrentiel (McNabb, 2016: 135). D'autre part, ses larges ressources gazières, l'efficacité de son système de distribution et sa proximité avec une grande clientèle déficiente en énergies font de la Russie un générateur de prix pour le gaz (*Ibid.*). Ce géant a réussi à utiliser les réductions de prix et les contrats de livraison à long-terme dans le but de pousser d'autres États à le soutenir dans ses décisions politiques (*Ibid.*). Ensuite, ces avantages ont permis à la Russie d'user des sources d'énergies comme outil de contrainte contre les gouvernements dissidents à changer de position sur la politique étrangère russe (*Ibid.*). Pour atteindre ses objectifs et conserver sa capacité d'élaborer des politiques convenables pour ses États-clients du secteur énergétique, la Russie continue d'œuvrer pour créer et conserver un monopole sur la production, le transport et la distribution des ressources (*Ibid.* :126). D'abord, elle a réussi à dissiper les désaccords politiques liés à la réduction des exportations de pétrole et de gaz. Elle a utilisé la coupure en approvisionnement comme arme de politique étrangère contre les pays résistant à l'influence accrue de la Russie dans leurs affaires politiques ou économiques (*Ibid.* : 181). Enfin, la Russie paraît avoir pris une position de l'avant dans ses projets stratégiques en Syrie et elle ne semble qu'avoir débuté le succès de ses plans pour le gain géoéconomique et géopolitique.

1.4 La méthodologie de la recherche

L'élaboration du cadre théorique nous a permis d'établir les balises de compréhension afin d'appréhender notre question de recherche : Quelles sont les raisons géoéconomiques de l'intervention politico-militaire russe en Syrie ? En effet, cette première partie a tout d'abord facilité la compréhension du concept de géoéconomie qui est à la base de notre question de

recherche et qui spécifie la visée de cette étude. Ensuite, la théorie des alliances a été expliquée pour nous aider à comprendre la stratégie russe dans leurs rapprochements avec certains États. Ces dernières seront facilitées par la division de notre troisième chapitre, par pays ou groupe de pays. Enfin, la vision de Poutine permettra d'expliquer et de saisir chaque avancée russe dans le but de discerner ce qui rapproche le président russe d'un rôle dominant dans un Nouvel ordre mondial.

Nous essaierons de décortiquer la problématique en divisant l'étude à l'aide de nos deux hypothèses de départ: les causes directes et les causes indirectes. On entend par causes directes l'agent ou les raisons immédiates ayant permis ou motivées l'intervention russe en Syrie. En revanche, les causes indirectes sont les méthodes contournées entreprises dans la stratégie russe pour atteindre leur but et ce, en utilisant l'intervention en Syrie comme outil. Ainsi, dans notre deuxième chapitre, nous tenteront de comprendre les motifs géoéconomiques directs de l'implication politico-militaire russe dans la crise syrienne. En effet, une importance sera accordée aux relations qui existent entre la Syrie et la Russie depuis des décennies. Elles permettront de comprendre le support russe du régime syrien. De plus, nous proposons d'étudier les modalités de la coopération entre ces deux acteurs par la voie économique, militaire et géostratégique. Cela nous permettra de comprendre davantage les raisons ayant poussées la Russie à intervenir en Syrie.

Enfin, dans notre troisième chapitre, il sera question d'analyser comment l'intervention russe en Syrie a permis à la Russie un rapprochement ou le renouement de ses relations avec différents États. En fait, cette section démontrera les intérêts que Poutine détient avec ces groupes d'États et la manière dont l'instrumentalisation du conflit syrien lui permettra une éventuelle assise dans la région du Moyen-Orient. D'un côté, nous examinerons la gestion des rapports de forces qu'elle a avec l'Europe de l'Ouest et les États-Unis. D'un autre, nous étudierons le renforcement de la coopération russe avec des puissances comme l'Iran, la Turquie, les pétromonarchies du golfe et finalement la Chine. En bref, chaque partie de cette recherche nous rapprochera vers une meilleure compréhension; premièrement du conflit syrien; deuxièmement de la stratégie de Poutine comme de celle de plusieurs autres États dans cette crise syrienne; et troisièmement des raisons de l'ampleur de ce conflit à l'échelle mondiale depuis maintenant plus de huit ans.

Chapitre II : Les raisons géoéconomiques directes de l'intervention russe en Syrie

2.1 L'histoire des relations russo-syriennes

La Syrie a assuré à la Russie un pied dans une région largement prisée par les puissances mondiales, ainsi qu'un rôle prépondérant dans les relations internationales. L'étroite alliance russo-syrienne existait bien avant la chute de l'Union soviétique, plus précisément dans les débuts de la Guerre froide. En 1956, les relations russo-syriennes reposaient essentiellement sur une alliance de résistance, donc une alliance d'opposition à leur rival américain (Hetou, 2019 :52). Ensuite, les années 1970 ont marqué l'officialisation de leur alliance stratégique (*Ibid.* :55). La montée de l'antiaméricanisme en Syrie a été la fondation de l'alliance syro-soviétique. Le régime de Hafez Al-Assad avait une grande influence non seulement sur les pays l'avoisinants, mais aussi sur tout le monde arabe (Freedman, 2017 : 247). Ainsi, plusieurs moyens avaient été utilisés par Al-Assad pour se rapprocher de l'URSS. En effet, vu la position géographique de la Syrie et l'influence de son régime dans le monde arabe, il était très avantageux pour les Soviétiques d'accepter et d'investir dans cette proximité voulue. D'ailleurs, l'un des traités les plus importants signés entre la Syrie et l'URSS en 1980 est un accord bilatéral d'amitié, garantissant la protection de celui dont la sécurité est menacée (Aghayev & Katman, 2012 : 2067). Pendant des décennies, les relations entre ces deux États sont restées stables et profitables pour chacun d'entre eux.

En plus de leurs nombreux accords et traités bilatéraux signés dans le passé, l'année 2012 a marqué de nouvelles ententes entre la Syrie et la Russie, dont un pacte commercial et une entente d'assistance agricole (Lawson, 2013: 168). En effet, cette année était un tournant majeur pour l'avenir de la Syrie. Elle a marqué le déclenchement de la guerre civile et l'apparition de différents groupes armés sur le terrain, notamment l'État islamique (ÉI) et les groupes porteurs de la même idéologie. Face à cette situation, l'alliance russo-syrienne a continué à se renforcer. L'implication russe dans le support et la défense du régime syrien s'est distingué à tous les niveaux sur la scène internationale, tout au long du conflit. En Septembre 2015, le président syrien Bashar Al-Assad a fait la demande officielle d'une assistance militaire de la part de ses alliés russes sur son territoire (Souleimanov, 2016 :108). Ainsi, cette demande a officialisé les opérations russes en Syrie et le retour en force de la Russie face à ses rivaux occidentaux de longue date.

L'intervention russe en Syrie est la première opération militaire majeure dépassant ses frontières, depuis la fin de la Guerre froide. Depuis le début du conflit syrien, l'aide militaire et le

soutient politique russe n'ont cessé de s'intensifier. En effet, les intérêts russes en Syrie ont créé un continuum de plans stratégiques à long terme au niveau économique, politique et militaire, malgré les grands risques qu'ils comportent. Certes, la Russie ne risquerait pas tant de ressources, d'hommes et d'années pour une simple alliance de longue date, sans y avoir un agenda. En plus de son alliance stratégique avec la famille d'Al-Assad, plusieurs raisons motivent la Russie dans sa lutte en Syrie. Cette alliance est aujourd'hui si forte grâce à son potentiel de profitabilité, autant pour la Syrie que pour la Russie. En effet, la Syrie profite d'une protection autant à l'intérieur de ses frontières que sur la scène internationale. Pour sa part, la Russie profite d'une prestance internationale et d'une gamme d'opportunités économiques et politico-stratégiques qui lui seront éventuellement fructueuses. La balance des gains s'est généralement penchée en faveur du géant russe, vu la position géostratégique et la proximité des frontières soviétiques à la Syrie (Kozhanov, 2016 : 16). Ainsi, cela explique pourquoi l'alliance syrienne est restée longtemps attirante pour Moscou (*Ibid.*). Depuis le début du conflit syrien, la Syrie est devenue totalement dépendante de l'aide militaire et du soutien économique et politique de ses alliés russes et iraniens, autant sur son territoire qu'à l'international.

2.2 Les modalités de la coopération russo-syrienne

2.2.1 La coopération économique

Cette section présentera plusieurs engagements russes dans le secteur économique de la Syrie. Tout d'abord, il sera question d'étudier le secteur pétrolier et gazier sur le territoire et dans les eaux de la Syrie. Ensuite, nous examinerons les projets de reconstruction russes en Syrie post-conflit. Ainsi, cette section nous aidera à mieux comprendre les intérêts directs de la Russie en Syrie.

2.2.1.1 Le potentiel énergétique syrien pour la Russie

Le secteur pétrolier et gazier de la Syrie

Avant le début de la guerre civile, la Syrie était le producteur prédominant de pétrole et de gaz de l'Est méditerranéen (eia, 2015). Elle était l'unique pays auto-suffisant et producteur de pétrole et de gaz du bassin du Levant (*Ibid.*). La plupart de ses champs se situaient à l'Est du pays,

près de la frontière irakienne, ou au centre du territoire, à l'Est de la ville de Homs (*Ibid.*). Sa plus grande compagnie pétrolière est la *Syrian Petroleum Company (SPC)*. Cette entreprise publique a précédemment conclu plusieurs accords de partage de production avec différentes multinationales, majoritairement européennes (*Ibid.*). En 2010, 90% de son exportation allait vers l'Union européenne (Gobat & Kostial, 2016:13-14). Sans compter les dommages causés durant le conflit, les sanctions et l'embargo de l'UE et des États-Unis sur la Syrie ne permettaient plus à ces multinationales de continuer leur production. Ainsi, les dommages et la baisse de production ont affectés le plus grand marché économique du pays, celui du pétrole brut. Aujourd'hui, la Russie encourage ses compagnies considérées comme des champions nationaux (Gazprom, SoyuzNeftGaz, Tatneft, etc.) à investir dans la SPC. La majeure partie de la dégradation de l'économie syrienne peut donc être attribuée en grande partie à la détérioration considérable des exportations pétrolières et gazières, ainsi qu'à la baisse drastique du tourisme - les deux plus grandes sources de revenus avant-guerre du pays (Cordesman, 2017:17).

Malgré les multiples pertes du secteur pétrolier et gazier, l'armée syrienne continue de prioriser la gestion de ses énergies, ainsi que la reconquête de ses territoires énergétiques sous l'ÉI. Ces dernières sont essentielles à la production d'électricité pour subvenir aux besoins de la population syrienne et à l'accroissement des rentes économiques du pays. De plus, il est également important pour le régime et ses alliés de couper les ressources des groupes rebelles. En effet, ces derniers ont pris le contrôle de sites énergétiques importants qu'ils utilisent pour financer leurs activités par la vente transfrontalière illégale ou à des groupes de même nature (Almohamad & Dittmann, 2016: 5). L'ÉI a réussi à prendre possession des plus grands champs de production d'hydrocarbures, y compris celui de la région de Deir-ez-Zour, qui comprend le plus grand champ de la Syrie (MEES, 2015). Sans compter les raffineries sous le contrôle de différentes factions, la production du pétrole brut dans les champs contrôlés par le gouvernement syrien a drastiquement chuté. On estime une baisse de 98% des rentes pétrolières du PIB, entre 2010 et 2014 (Gobat & Kostial, 2016:10). De plus, le PIB a passé de \$4,7 milliards en 2011 à \$0,14 milliards en 2015 (Coface, 2018). Ainsi, le manque de carburant a provoqué une insuffisance en électricité générée, affectant ainsi le secteur agricole et manufacturier (*Ibid.*).

En 2011, les réserves de gaz syrienne étaient estimées à 8.5 trillions de pieds cubes et les réserves de pétrole montaient à 2.5 milliards de barils (eia, 2011). Malgré les sombres années qui

ont suivies, l'année 2011 a été marquée par de nouvelles opportunités dans le secteur pétrolier et gazier en Syrie. En effet, une nouvelle bande de gaz naturel a été découverte dans la région de Homs, contribuant au développement énergétique du pays (Aşcı, 2018:101). De nouvelles sources de pétrole (estimées à quelques milliards de barils) ont également été découvertes en 2015 sur le territoire controversé du Plateau du Golan - un territoire syrien occupé par Israël depuis 1981 (Nimmo, 2019). Enfin, la découverte la plus importante est celle retrouvée dans le bassin levantin dont la Syrie se voit réservée un futur intéressant dans l'industrie pétrolière et gazière *offshore*. Ce potentiel énergétique syrien explique certaines raisons pour lesquelles des États comme la Russie tiennent à s'impliquer en Syrie.

Le mythe du bassin levantin devenu réalité

Les multiples révoltes politiques que le monde arabe a subies pendant les dernières années ont fortement éclipsé l'accélération de l'exploration des potentialités pétrolières et gazières du bassin levantin (Paraschos, 2013:38). Certains pays levantins ont déjà commencé l'exploitation de leurs découvertes, mais d'autres, comme la Syrie, prennent du recul en raison de conflit politique. Une grande source d'hydrocarbures dans les eaux de la côte ouest syrienne a été découverte et des projets pour son exploitation ont été entamés (*Ibid.* : 53-54). D'ailleurs, le ministre syrien du pétrole a déclaré que la Syrie estime détenir 1250 milliards m³ de gaz au bord de la côte méditerranéenne du pays (Evans, 2017). Elle vise la production de « 24,5 millions m³ de gaz par jour et 219 000 barils de pétrole par jour, d'ici la fin de l'année 2019 » (Paraskova, 2017). Un contrat de 25 ans a été signé en 2013 entre la compagnie russe SoyuzNefteGaz et le ministère du pétrole et des ressources minières pour l'exploration au bord de la côte méditerranéenne de la Syrie (Aşcı, 2018 :102). Toutefois, la prolongation de la guerre a suspendu le projet en 2015, pour reprendre en 2019 dans des conditions moins risquées. La Russie avait prévu investir \$15 millions au début de l'exploration et \$75 millions au cours du projet, pour un total de \$90 millions (Wright, 2015).

On estime que ce genre de projets en Syrie serait crucial pour de futures opportunités d'investissements russes, ainsi que d'une possibilité de création de coentreprises dans ce secteur. Assurément, la majorité des profits iront à l'investisseur russe pendant les années de l'entente (Henderson, 2013). Cependant, la Syrie pourra bénéficier de nouvelles infrastructures, d'une amélioration de son industrie pétrolière, d'un transfert de technologie, de la formation des cadres

et d'opportunités sur le marché international (*Ibid.*). Cet accord confère à SoyuzNeftGaz le droit d'effectuer des recherches, des explorations, des développements et des productions (Aşcı, 2018 :102). Définitivement, cette opportunité ainsi que la décision de la société russe montrent que la Russie souhaite ardemment rester en Syrie pendant plusieurs décennies (*Ibid.*).

L'intérêt russe dans le secteur

Les revenus provenant des ressources naturelles représentent la majeure partie de la richesse des deux alliés. Le secteur pétrolier et gazier de la Syrie représente 64% de toutes ses exportations. Pareillement, le gaz russe compte pour 64% des exportations du pays (Committeri, 2012:8). L'importance des hydrocarbures syriens ne justifie pas à elle seule l'intervention russe en Syrie. Une des raisons importantes de son implication en Syrie est la position géostratégique de cet État. La Syrie est le point de sortie des routes énergétiques vers l'Europe. De plus, la région du Moyen-Orient contient la majeure partie des ressources pétrolières et gazières du monde. Tous les pays voulant exploiter et exporter ces ressources par voie terrestre doivent passer par la Syrie pour les acheminer vers le marché le plus intéressant qui est celui de l'Europe. Ainsi, le contrôle russe de l'industrie énergétique syrienne permettrait au Kremlin d'avoir non seulement le pouvoir sur les prix et l'acheminement des énergies syriennes, mais aussi une influence dans la région moyen-orientale. Elle pourrait contrôler et potentiellement bloquer le flux de pétrole et de gaz de certains pays du Moyen-Orient qui chercheraient à acheminer la production de leurs ressources énergétiques vers l'Europe, à l'aide de pipelines terrestres (Aşcı, 2018:101). En effet, les Russes cherchent à saboter les plans de certains États du Moyen-Orient pour garder la dépendance énergétique gazière de l'Europe. Le contrôle des lignes énergétiques d'hydrocarbures en Syrie est crucial pour la Fédération russe, car cela pourrait lui donner la possibilité d'influencer et déterminer les prix énergétiques en sa faveur pour renforcer son économie.

Plusieurs champs et routes d'hydrocarbures de la Syrie ont été sous le contrôle des différentes factions terroristes comme l'ÉI, qui leur généraient des rentes pour financer leurs activités (Piolet, 2016 :63). La reconquête des terrains prises par l'ÉI n'était pas strictement un objectif de nature politique ou militaire. Elle était également une des raisons économiques directes de l'intervention russe en Syrie. Des parts ont été promises aux compagnies russes pour chaque territoire énergétique revenu sous le contrôle de l'État syrien (Pichon, 2018 :158-9). Or, la rigueur

avec laquelle la Russie est intervenue sur le terrain syrien présente les nombreuses finalités derrière leurs intérêts dans le secteur pétrolier et gazier syrien :

1) Elle montre à la communauté internationale la réalisation de sa lutte contre le terrorisme et projette une image forte de la Russie.

2) Elle élimine la menace de prolifération de l'extrémisme, dans le but de protéger ses frontières et son pouvoir interne.

3) Elle établit son contrôle sur l'industrie énergétique et sur l'État syrien pour ensuite renforcer son influence dans la région du Moyen-Orient. Ainsi, ce contrôle lui permettra la poursuite de ses plans de façon à maintenir la dépendance énergétique européenne des hydrocarbures russes.

4) Elle reprend les champs et les routes d'hydrocarbures de l'ÉI qui lui seront ensuite offerts en grandes parties.

Enfin, malgré les risques et les coûts associés aux intérêts pétroliers et gaziers dans la lutte russe en Syrie, les éléments présentés dans cette sous-section permettent de comprendre plus clairement une autre partie de leurs motivations.

2.2.1.2 Les projets de reconstruction post-conflit

Une autre part des motivations russes dans leur implication en Syrie vient des possibilités d'investissements dans la reconstruction post-conflit et dans l'acquisition du rôle de leader dans la gestion des affaires syriennes. Tout d'abord, comme mentionné plus haut, plusieurs infrastructures du secteur pétrolier et gazier de la Syrie ont été endommagées ou complètement détruites durant la guerre. D'une part, cela a provoqué l'insuffisance en ressources énergétiques dans plusieurs parties du pays, ce qui a directement affecté le fonctionnement de certaines régions (Almohamad & Dittmann, 2016 :6). D'autre part, cette privation a bloqué la possibilité d'exports de ces ressources (*Ibid.*). Or, leurs restaurations aideraient à relancer l'économie syrienne mais aussi, à connecter le Moyen-Orient à l'Europe (Haddad, 2011: 51). De cette manière, cela permettrait à la Russie de gagner des bénéfices géoéconomiques et géopolitiques comme celui du contrôle des routes énergétiques vers l'Europe. D'ailleurs, la Russie a déjà établi plusieurs plans d'élaboration, d'expansion et de modernisation dans le secteur pétrolier et gazier (Heydemann, 2017). D'après

une délégation commerciale russe, plusieurs compagnies russes entreprendront la reconstruction post-conflit en Syrie et près d'un milliard de dollars sont prévus à cet effet (*Ibid.*). On compte la restauration des réseaux électriques et des usines de production de pétrole et de raffinage. Une implication substantielle de spécialistes russes est prévue dans la restauration des mines de phosphate et dans celle d'un chemin de fer de 300km (Bartenev, 2018 :758). Ce chemin de fer est estimé à une valeur de \$2 milliards et permettra de livrer des produits extraits des gisements pour l'exportation (*Ibid.* :759).

Bien que dans l'ensemble la Syrie ne soit pas un État qui attire énormément d'investissements directs étrangers (IDE) de compagnies ou d'États étrangers comme certains de ses pays voisins, ils ne sont manifestement pas négligeables pour les recettes du pays. Avant le début du conflit, les flux entrant d'IDE avaient atteint \$2,6 milliards (AIECGC, 2009) et le stock d'IDE s'élevait à \$15 milliards, dont 87% du secteur pétrolier et gazier (SCB, 2016). Inopportunistement, la guerre civile a fait fuir la plupart des investisseurs, faisant chuter drastiquement les chiffres, depuis 2012. Aujourd'hui, les demandes progressives en ressources énergétiques mettent la Syrie au centre d'attractivité pour certaines puissances mondiales et régionales. De ce fait, plusieurs puissances semblent vouloir une « part du gâteau », à la recherche de profits économiques ou même politico-stratégiques dans la reconstruction post-conflit de la Syrie. Néanmoins, le gouvernement syrien a affirmé à plusieurs reprises que « la priorité des investissements dans son État sera donnée aux hommes d'affaires et aux pays « amis », qui ont soutenu le pays dans sa guerre contre le terrorisme » et non ceux qui l'ont financé (Heydemann, 2017). Cela inclut majoritairement la Russie, l'Iran et la Chine.

La Russie continue de faire pression sur plusieurs États ayant soutenu la rébellion contre Assad, pour participer dans la reconstruction humanitaire de la Syrie. Elle s'y est prêtée en utilisant sa forte prestance diplomatique acquise durant le conflit syrien (Pichon, 2018 :158). De plus, elle a joué la carte de culpabilisation ainsi que celle de la situation des réfugiés (*Ibid.*). En effet, la Russie a demandé aux Nations Unies une dépolitisation de l'aide humanitaire. Elle a proposé une assistance commerciale par la réduction des sanctions imposées à l'État syrien, qui affectent directement la population syrienne (Bartenev, 2018:762). Le président Vladimir Poutine a déclaré en février 2018 qu'il est crucial « d'aider les Syriens à reconstruire leurs infrastructures, relancer l'industrie, l'agriculture et le commerce, et rouvrir les infrastructures sociales – hôpitaux, écoles,

maternelles, etc. » (Dolaberidze, 2018). Ce projet de reconstruction russe dans une Syrie post-conflit est présenté comme sa version de « Plan Marshall ». Insister sur la « reconstruction humanitaire » de la Syrie donne à la Russie une image positive de leader international. De plus, elle présente à plusieurs pays membres de l'ONU un moyen de contenir l'afflux des réfugiés, en stabilisant la Syrie se trouvant aux portes de l'espace européen. Cette incitation à la « reconstruction humanitaire » aiderait la Russie à concentrer ses investissements sur des projets pouvant lui être directement fructueux. Ainsi cela diminuerait les coûts liés à la reconstruction d'infrastructures sociales. Avec les investissements et la reconstruction de la Syrie, de nouveaux partenariats économiques s'offriront à la Russie, dans les prochaines années.

2.2.2 La coopération militaire

Les relations russo-syriennes datent de bien avant le début du conflit syrien. En effet, la coopération militaire a été une des plus importantes et n'a cessé de s'intensifier. La Russie s'est engagée à tenir tête à la communauté internationale pour le maintien d'Al-Assad, dont le départ s'avèrerait désavantageux pour le géant russe et ses compagnies pétrolières et gazières. Ainsi, le gouvernement de Poutine continue d'utiliser son droit de veto et son pouvoir politique à l'international pour soutenir le gouvernement de Bashar Al-Assad, pour éviter que la Syrie devienne un État effondré comme celui de la Libye (Kozhanov, 2016 : 45). Effectivement, les conflits en Libye et en Irak ont engendré de grosses pertes économiques pour la Russie. Ils lui ont fait comprendre qu'il ne faut pas reproduire le même scénario en Syrie. Elle s'est engagée à utiliser son veto pour contrer la volonté d'intervention occidentale en Syrie (*Ibid.* : 31). Cette dernière reste un partenaire essentiel au marché d'armes russes, même si ses achats n'égalent pas ceux de certains États du Moyen-Orient. En fait, les achats d'armes de la Syrie ont passé de \$4 milliards à \$20 milliards, entre l'année 2006 et 2010 (*Ibid.* :17). Certains affirment que « les contrats actuels de vente d'armes et d'équipements militaires russes à la Syrie s'élèvent à au moins 2,5 milliards d'euros (Committeri, 2012: 3). Ce commerce a une importance particulière pour la Russie, puisque les exportations d'armes russes sont devenues la principale source d'emploi dans le secteur militaro-industriel après la chute de l'Union soviétique. Donc, le marché des armes continue de jouer un rôle substantiel dans la motivation de l'intervention russe en Syrie (*Ibid.* : 4).

L'engagement de la diplomatie russe durant son intervention en Syrie a montré à la communauté internationale que toute décision concernant la Syrie devra passer par Moscou (Kozhanov, 2016 : 38). La présence des forces armées russes en Syrie a été une autre occasion de montrer leurs capacités à se déplacer rapidement, voire discrètement, dans une nouvelle zone d'opération lointaine (Machnikowski, 2015: 31). Il convient d'ajouter que cette présence militaire a rendu la « zone d'exclusion aérienne (ZEE) » pratiquement impossible en Syrie (*Ibid.*). Elle a également donné à la Russie sa propre ZEE pour l'usage de son système de missiles S-400 et son croiseur lance-missiles Moskva (*Ibid.*). La Russie a démontré et défendue devant la communauté internationale les principes d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. À cet égard, selon les principaux experts de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie, l'opération russe est devenue pour la Russie « comme une démonstration de la puissance russe et la revendication d'un rôle plus important dans les affaires mondiales » (Bartenev, 2018: 758).

2.2.2.1 La permanence militaire russe en Syrie

Bien que la présence russe sur le territoire syrien existe depuis les années 70, son intervention en Syrie a augmenté significativement sa présence militaire grâce à sa base navale à Tartous. En effet, une des motivations de la Russie en Syrie peut être attribuée à l'obtention de nouvelles zones militaires (Souleimanov & Dzutsatti, 2018 :47). Le régime syrien a octroyés à l'armée et aux troupes militaires privées de la Russie des zones militaires, dans le but d'aider à la reprise de contrôle de ses territoires perdus (*Ibid.*). La continuité du conflit a nécessité à la Russie une base aérienne sur le territoire syrien pour assurer la protection de l'espace aérien syrien et l'exécution d'opérations militaires dans la Méditerranée (Freedman, 2017: 264). Ainsi, la Russie a officiellement signé un accord en août 2015, l'autorisant à établir une base aérienne à l'aéroport militaire de Hmeimim dans la province de Lattaquié (Aşcı, 2018 :102). Cet accord autorise le déploiement d'avions et de soldats russes en Syrie ainsi que la construction de nouvelles bases militaires dans le pays, afin de lancer des opérations militaires à la demande du régime syrien (Hetou, 2019 :80). En octobre 2016, l'accord portant sur le contrôle permanent de la base aérienne stratégique et le déploiement indéfini des forces aériennes a été ratifié. Cet accord permet la présence des forces russes en Syrie pendant 49 ans, avec une prorogation automatique pour des

périodes de 25 ans (*Ibid.* :86). De plus, cet accord double l'espace disponible pour les navires de guerre et garanti les droits du contrôle d'une base aérienne (*Ibid.*). En effet, il permet jusqu'à onze navires de guerre russes, y compris des navires à propulsion nucléaire à s'amarrer à des ports syriens (Daher, 2018). Son entrée en vigueur en janvier 2017 garantis dès lors à la Russie une souveraineté dans ses nouvelles zones, donc la concession du contrôle total de ces territoires aux forces russes (*Ibid.*).

Il est à noter qu'à ce jour, plus de 63 000 militaires russes ont reçu une formation de combat en Syrie, dont plus de 25 000 officiers hauts placés, 434 généraux et plus de 4 300 spécialistes d'artilleries et de roquettes (Daher, 2018). Les territoires directement contrôlés par la Russie en Syrie peuvent alors être vu comme des terrains d'entraînement militaire pour les Russes. Ainsi, leur intervention militaire est également utilisée comme méthode d'exposition de leurs armements ou de leur pouvoir pour de futurs exports ou alliances (*Ibid.*). Des centaines de nouvelles armes développées par Moscou ont été utilisées ou testées en Syrie, ce qui peut montrer que le territoire syrien était autant un terrain de combat que d'essais de nouvelles armes russes (*Ibid.*). Enfin, les Russes ont réussi à renforcer leur présence en Syrie, facilitant leur combat et leur coopération militaire avec des alliés du régime sur le terrain, pour lutter contre tous opposants d'Assad. Cela a renforcé la position de négociation de Moscou face à ses adversaires internationaux et ses opposants intérieurs et lui a donné un statut d'intermédiaire ou de force principale dans les affaires régionales (Souleimanov & Dzutsati, 2018: 44).

2.2.2.2 Le combat commun contre l'État islamique

Il est important de comprendre le message et l'intérêt de la Russie dans son intervention en Syrie. Pour commencer, le message qu'elle a envoyé à la communauté internationale (particulièrement à l'Occident), a présenté son intervention en Syrie et sa défense d'Assad comme une lutte contre l'État islamique. En dirigeant sa « guerre contre le terrorisme » en Syrie à la manière de George W. Bush, Poutine a réussi à se présenter comme le leader international en matière de lutte contre l'extrémisme et montrer qu'aucun pays dans le monde n'est à l'abri de cette menace (Notte, 2016 :62). Il a justifié son support pour Assad en affirmant que ce dernier est l'unique force légitime et efficace pour vaincre l'ÉI (*Ibid.*). Contrairement à l'Occident, la Russie n'a pas distingué l'ÉI des autres opposants du régime, car pour elle, il n'y a pas « d'oppositions

modérées » (*Ibid.*). Pour Moscou, cette lutte se passe entre alliés d'Assad et ses opposants. Tout groupe ne le soutenant pas devenait une menace, ainsi faisant passer cette guerre multipartite à une guerre bipartite (Daher, 2018). De plus, l'Église orthodoxe russe a appuyé le régime de Poutine dans sa guerre contre le terrorisme en déclarant au monde que l'humanité est confrontée à une importante menace et que cette guerre est devenue un combat sacré (Notte, 2016: 62). Elle a formulé le discours politico-sécuritaire comme étant également religieux, atteignant un plus grand nombre de personnes. La Russie a aussi présenté son intervention comme non seulement nécessaire à la suppression de la menace extrémiste, mais également comme initiative pour diminuer le nombre de réfugiés fuyant vers l'Europe (Stent, 2016 :108).

Pour conclure, la Russie n'est pas à l'abri des impacts de la guerre syrienne sur son territoire car elle craint les mouvements extrémistes pouvant se multiplier dans ses frontières ou dans celles de ses anciennes républiques soviétiques. Son espace postsoviétique est une barrière stratégique pour la Russie (Freedman, 2017 : 263). Il est donc dans son intérêt de combattre l'ÉI autant à l'intérieur de ses frontières soviétiques que dans « son étranger proche », dont la Syrie en fait partie. En protégeant ses frontières de la prolifération du fondamentalisme islamique présent au Levant, la Russie prend avantage de les combattre à l'étranger et non dans ses frontières (Notte, 2016: 66). Rappelons également que des offres intéressantes lui sont promises par le gouvernement syrien pour chaque territoire énergétique regagné de l'ÉI. Bref, le combat contre l'ÉI a été un objectif devant être accompli pour les Russes à des fins sécuritaires, politiques mais aussi économiques.

2.2.3 La coopération stratégique

L'alliance et la présence russe en Syrie ont permis à la Russie un accès aux eaux chaudes de la Mer Méditerranée ainsi qu'un rapprochement géostratégique avec les voisins de la Syrie. La géopolitique de la Mer Méditerranée est très importante pour la Russie pour trois raisons particulières : premièrement, la Mer Méditerranée est positionnée au carrefour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique; deuxièmement, elle se trouve en plines routes et détroits maritimes internationaux très importants comme le Gibraltar, le Bosphore, les Dardanelles et le Canal de Suez; et finalement, elle détient un grand potentiel en ressources énergétiques (Prontera & Ruszel,

2017:145). En plus de sa position géostratégique au Moyen-Orient, la côte ouest de la Syrie se trouve au bord de la Méditerranée, la positionnant dans un centre attirant et très convoité par plusieurs acteurs internationaux. D'ailleurs, l'usage d'une base navale à Tartous, sur la côte méditerranéenne de la Syrie, a été accordé aux Russes bien avant le début du conflit. Cette base a été accordée à l'Union soviétique en 1971, leur permettant d'éviter le passage des détroits turcs tant contesté précédemment par l'URSS (Pichon, 2014 : 112). Cette base était considérée comme leur « seule fenêtre maritime méditerranéenne » (*Ibid.*).

Avec le prolongement du conflit syrien, cette base est un outil militaro-stratégique d'une extrême importance servant autant aux Russes qu'aux Syriens. En effet, l'intervention militaire russe en Syrie a mené à la signature d'une extension du poste de logistique de la flotte russe au port de Tartous jusqu'à 24 hectares, pour 49 ans (Bartenev, 2018: 758). Évidemment, la capacité opérationnelle de cette base continue à se renforcer et permet d'atteindre cet objectif géostratégique longtemps recherché par la Russie. Avant la guerre, cette base navale ne comptait que quelques dizaines d'employés. L'intervention russe de 2015 en Syrie a mené au déploiement de plus de 1700 spécialistes militaires russes et l'envoi de différents types de navires de guerres et de transports (Daher, 2018). Ainsi, la base navale de Tartous est en voie de devenir une base navale militaire permanente, ce qui s'inscrit dans les plans d'expansion de la Russie.

La persistance russe en Syrie a permis à la Russie de renforcer ses relations avec des pays de la région, dans le but de contribuer à son pouvoir économique et politique. Depuis le début du conflit syrien, la Russie a créé des alliances et des ententes avec plusieurs puissances du Moyen-Orient comme la Turquie, l'Iran et les pays du golfe arabo-persique. De plus, considérant l'importance de la région, la Russie a su tirer parti de sa présence en Syrie pour négocier avec ses grands rivaux occidentaux. Elle a également su assurer sa puissance sur la scène internationale grâce aux relations qu'elle a bâti avec les plus grandes puissances moyen-orientales. Enfin, la coopération sino-russe continue de se renforcer puisque la Russie considère la Chine comme une puissance mondiale et un grand investisseur potentiel dans la région qui semble s'intéressée aux opportunités économiques présentes. La Russie possède d'énormes intérêts à se battre en Syrie, mis à part de ses relations de longues dates avec la Syrie. Premièrement, elle lui préserve un allié assuré qui lui donne contrôle de ses espaces; deuxièmement, elle lui procure un pouvoir autant militaire que politico-économique; troisièmement, elle lui donne une voix résonnante sur la scène

internationale; ensuite, elle protège son espace territorial de possibles menaces provenant des mouvements extrémistes; et enfin, elle lui assure une position géostratégique dans la région moyen-orientale.

Chapitre III : Les raisons géoéconomiques indirectes de l'intervention russe en Syrie

3.1 L'utilité de l'implication russe dans le conflit syrien dans la gestion des rapports de force avec l'Europe de l'Ouest et les États-Unis

3.1.1 Le conflit syrien comme outil de pression sur l'Europe

Cette section présentera la manière dont la Russie a indirectement utilisé son intervention en Syrie pour gérer ses rapports avec certains pays d'occident, dans le but d'étendre son influence. Dans la première partie, nous examinerons le désir de la Russie d'un maintien de dépendance énergétique européenne et deuxièmement nous examinerons la stratégie de rapprochement avec la France et l'Allemagne. Ensuite, nous nous concentrerons sur la volonté russe de contrebalancer l'influence américaine au Moyen-Orient. Enfin, la dernière partie présentera l'usage du conflit syrien par la Russie pour dévier l'attention de la communauté internationale de son intervention en Ukraine.

3.1.1.1 Maintenir la dépendance énergétique de l'Europe

La demande mondiale grandissante en énergie a motivé certains États à entreprendre de nouveaux projets de développement dans le secteur pétrolier et gazier. Les États riches en hydrocarbures cherchent constamment de nouvelles manières d'exploiter leurs ressources vu leurs potentiels économiques pour leur économie. La Russie est non seulement un des plus grands exportateurs d'hydrocarbures au monde, mais elle est également dépendante de ses revenus. La Russie a maintenu la dépendance en hydrocarbures de ses ex-républiques soviétiques et de l'Europe. Des pays comme ceux du golfe arabo-persique (ex. Arabie Saoudite ou Qatar) ou l'Iran menacent aujourd'hui la stratégie de la Russie pour le maintien de la dépendance européenne du gaz et du pétrole russe. Cependant, la Russie a utilisé le conflit syrien pour mettre fin à tous les projets de pipelines moyen-orientaux prévus. Comme nous le verrons dans la deuxième section du chapitre, des pays comme l'Iran et le Qatar avaient des projets de pipelines. Ces derniers devaient passer par la Syrie pour se rendre en Europe, au point de menacer directement les intérêts

économiques russes. Aujourd'hui, son intervention en Syrie et son support continu du régime syrien a permis à la Russie de mettre le pied dans la région. Son implication directe lui a valu un pouvoir dans les affaires syriennes comme aucun autre État n'a réussi à avoir auparavant. De cette manière, la Russie a réussi à sécuriser son marché énergétique d'hydrocarbures et à maintenir la dépendance de l'Europe de l'Ouest. La Syrie se trouve « au carrefour de tous les intérêts », ce qui complique tous projets de pipelines dans le cas où le passage par la Syrie devait être évité (Mocilnikar, 2018: 16).

Les États de l'Union européenne tentent de maintenir des relations stables avec la Russie, malgré leurs divergences politiques face au conflit syrien. Dans un temps où les énergies sont en forte demande, l'Union européenne considère que la Russie est le fournisseur d'hydrocarbures le plus fiable (Morozov, 2016: 48). Ce domaine de l'énergie devient un enjeu politique qui offre des opportunités économiques pour Moscou puisque les négociations sont effectuées en temps de pénurie (*Ibid.* :50). La Russie redynamise l'équilibre mondial avec son marché d'énergies et ses technologies dans ce secteur, qui favorise la « suprématie des intérêts économiques » à la politique (Notte, 2016:127). Poutine a réussi à utiliser ses ressources énergétiques comme instrument de pression politique sur la scène internationale, surtout avec ses voisins européens (Tkachenko, 2016 :163). Son intervention en Syrie a montré à l'UE la réelle force de la Russie et les risques qu'aurait leur éloignement de leur partenaire énergétique russe. Évidemment, perdre l'UE serait désastreux pour l'économie russe, vu sa dépendance des revenus de leurs imports.

Sans la dépendance énergétique de l'Europe et des ex-républiques soviétiques par rapport à la Russie, toutes les politiques de Poutine perdent leurs sens. En effet, son intervention en Syrie lui a permis de mettre un pied dans la région. Elle lui a également présenté de nouvelles opportunités de partenariats. De plus, l'avenir des relations dans l'espace méditerranéen déterminera celui de l'Europe (Mocilnikar, 2018: 16). Même s'il y avait une volonté européenne de contrôle géopolitique et de gains dans le secteur énergétique au Moyen-Orient, il est certain que la Russie a restreinte les chances de tous projets l'excluant (*Ibid.*). Cette stratégie donne aux compagnies énergétiques russes la possibilité de rivaliser avec les compagnies occidentales (Du Castel, 2010 :124).

3.1.1.2 Diviser l'Occident et gagner le support franco-allemand

Depuis le début du *Printemps arabe*, jusqu'à son départ en Syrie, l'Europe de l'Ouest et les États-Unis ont grandement été impliqués dans les affaires intérieures des pays affectés par les soulèvements. Ayant été la plus touchée par les décisions collectives occidentales, la Syrie continue de subir les répercussions du *Printemps arabe*. Le conflit syrien a aujourd'hui divisé la communauté internationale comme aucun autre soulèvement arabe ne l'a fait (Committeri, 2012 :1). D'ailleurs, on remarque certaines divergences entre les décisions de l'hégémon américain et de ses alliés de l'Europe de l'Ouest, comme la France et l'Allemagne, qui normalement agissent de concert. Cependant, ces États européens font face à l'impératif de sécurisation en hydrocarbures russes et à une vague de réfugiés, contrairement à leur allié américain (Du Castel, 2010 :124). La France et l'Allemagne ont été directement et indirectement impliqués dans le conflit syrien et en ont subi les retombés de la même manière. Effectivement, en termes d'implications directes, on peut penser aux frappes contre le régime syrien ou le financement de différents groupes rebelles. Pour ce qui est des implications indirectes, on peut énumérer la prolifération du fondamentalisme islamique en Europe de l'Ouest et l'afflux de réfugiés. La France et l'Allemagne semblent s'être jointes aux côtés de la Russie, malgré leurs longues années d'hostilités et leurs demandes continues pour la démission du président syrien. Les dirigeants russe, turc, français et allemand se sont réunis en octobre 2018 au Sommet à Istanbul, pour trouver une solution de paix en Syrie. Ces dirigeants ont mis leurs divergences de côté en ce qui concerne le maintien au pouvoir d'Al-Assad pour discuter de problèmes ponctuels touchant leur État : la question des réfugiés. Des discussions sur la reconstruction et l'aide humanitaire étaient les sujets des négociations du Sommet pour permettre un retour sain aux réfugiés ayant fui la guerre (Bartenev, 2018: 768). La volonté de dialogue de Paris et Berlin est donc visible (*Ibid.*).

Le leadership de Poutine dans le conflit syrien lui a également permis de créer une division au sein de l'UE, car toute question reliée à la Syrie devra maintenant passer par Moscou. De plus, il a assuré son secteur énergétique et ses partenariats, rendant l'opposition à ses politiques difficile pour la France et l'Allemagne. Poutine a aussi mené une campagne massive de *soft power* en France pour influencer l'opinion publique. On compte plusieurs organisations en France subventionnées par la Russie qui promeuvent ses actions (McNabb, 2016 :66). Parmi ces organisations, on retrouve l'Institut de la démocratie et de la coopération (IDC), basé à Paris. Cet

institut est un *Think Thank* se concentrant sur « Les relations Est-Ouest et la place de la Russie en Europe » (*Ibid.*). L'institut est dirigé par une ancienne diplomate russe et membre de la Douma (la Chambre basse du Parlement russe) (*Ibid.*). On retrouvait également la chaîne de télévision russe en ligne *ProRussia.tv* qui a été diffusée en français entre 2012 et 2014. Cette dernière était considérée comme défenseur de la politique russe et tenait comme slogan « La vérité n'est jamais toute entière du même côté » (*Ibid.*). Suite à son interruption, la chaîne RT France n'a pas tardé à distribuer son contenu. Finalement, la Russie a travaillé sur certains objectifs stratégiques en investissant dans des entreprises européennes (Du Castel, 2010 :125). Elle a agi ainsi afin de devenir une menace potentielle pour la sécurité économique de certains États, dans lesquels elle a grandement participé financièrement (*Ibid.*).

L'Allemagne était aussi sujette au *soft power* à travers la chaîne RT allemande, qui a été créé durant le conflit syrien. En effet, ce genre de stratégie est utilisé par la Russie pour diffuser sa vision et influencer l'opinion publique à travers le plus de pays possible, particulièrement chez les puissances occidentales. En outre, un nouveau projet a été entamé avec l'Allemagne, celui du pipeline *Nord Stream 2*. Ce dernier sera additionné au *Nord Stream*, reliant la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique depuis 2011 (*Voir annexe A*). D'une part, certains clients européens comme l'Allemagne soutiennent que des partenariats avec les sociétés russes réduiraient les risques d'insuffisance en hydrocarbures (McNabb, 2016 :127). En revanche, plusieurs États européens ainsi que les États-Unis s'inquiètent de ce projet majoritairement entrepris par la société russe Gazprom, craignant une croissance de l'influence russe dans la région (*Ibid.*).

Depuis le début de la guerre syrienne, la France et l'Allemagne sont contraints d'avoir des discussions concernant la question des réfugiés et de la reconstruction syrienne avec leur rival russe, considérant son rôle prépondérant dans le conflit. Ainsi, Poutine a utilisé les négociations et les discussions internationales pour renforcer sa position sur la scène internationale et son pouvoir dans la région du Moyen-Orient. Si l'Union européenne cherchait une diversification de ses imports en énergies, ce projet devrait aujourd'hui passer par la Russie. Considérant la position de Moscou dans les affaires énergétiques mondiales, la France et l'Allemagne semblent vouloir entrer en partenariat avec la Russie au lieu de s'y opposer. De cette manière, ces États se garantissent un approvisionnement assuré.

3.1.2 Le maintien de Bashar Al-Assad pour contrebalancer l'influence américaine au Moyen-Orient

Le soutien russe d'Al-Assad représente bien plus qu'une alliance politique ou économique. Pour Moscou, il a été nécessaire d'empêcher le renversement du régime syrien, du moins jusqu'à ce que ses objectifs stratégiques aient été atteints (Souleimanov & Dzutsati, 2018: 44). Le renversement d'Al-Assad avant la conclusion d'entente entre la Russie et l'Occident aurait fait perdre un « levier géopolitique important à la diplomatie russe » (*Ibid.*). Même si Washington qualifie la Russie de puissance régionale, l'intervention militaire réussie de Moscou en Syrie a montré à la communauté internationale que la Russie veut un rôle de puissance mondiale (Stent, 2016:106). De plus, elle tient à prendre part aux décisions internationales importantes (*Ibid.*). En déstabilisant son rival américain, Poutine cherche à miner la crédibilité des États-Unis et leur capacité à former la politique de l'Ordre mondial (Machnikowski, 2015:29). Ainsi, il cherche à avoir un Ordre multipolaire qui mettrait une fin définitive à l'influence unipolaire américaine. Effectivement, le conflit syrien était le moyen d'y arriver. Cependant, les rapports de force dans la région du Moyen-Orient présentent deux groupes d'opposition, dont celui des États-Unis et de la Russie. Il est important pour la Russie de comprendre les intérêts des autres joueurs de la région et de créer un dialogue constructif, où chacun pourrait bénéficier d'une alliance avec la Russie (Vakhshitekh, 2018: 39). Effectivement, cela a été la stratégie de Poutine pour prendre la place américaine en tant que leader du Moyen-Orient. Le Président russe s'est rapproché de certaines puissances régionales du monde comme l'Allemagne, la France, l'Iran, la Turquie, les pétromonarchie arabes et ses associés du BRICS (*Ibid.*).

Poutine a réussi à s'engager plus étroitement avec Washington dans le but d'inciter l'abandon des politiques visant à l'isoler (Stent, 2016: 109). La Russie a utilisé son intervention militaire en Syrie pour présenter à la communauté internationale que Moscou et Washington ont un objectif commun : la défaite de l'État islamique (Machnikowski, 2015: 30). Il a déclaré que la situation en Syrie peut être une opportunité de partenariat dans le but d'atteindre des intérêts communs (Stent, 2016 :109). Selon lui, cela est possible en éliminant les obstacles qui affectent le monde, tel le terrorisme, en trouvant « un système de gestion des risques efficace » (*Ibid.*). Pour leur part, les États-Unis ont voulu utiliser la guerre contre le terrorisme comme prétexte pour renforcer leur présence politico-militaire dans la région (Vakhshitekh, 2018: 36). Toutefois, ces

deux puissances n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente sur l'identité de l'ennemi, malgré leur accord sur la question de l'ÉI. Pour la Russie, tout opposant d'Assad représente une menace sur le territoire syrien. Pour sa part, l'Ouest a supporté divers groupes rebelles pour tenter de renverser le régime syrien. Ainsi, la lutte initialement contre l'ÉI est devenue un combat entre la Russie et l'Ouest. Le conflit en Syrie était une bonne opportunité d'exhiber le grand retour de la Russie sur la scène internationale et de nuire à la position américaine. Avec le prolongement de la guerre syrienne, les options américaines ont été limitées en raison de la réduction de leurs ressources et de l'opinion publique (Stent, 2016 :110). De plus, le déficit de cohésion entre les pays européens et l'absence d'une politique cohérente occidentale au Moyen-Orient ont facilement permis à Poutine de modifier les règles du jeu en sa faveur (del Pozo & al. 2016 :59-60). Finalement, Moscou a réussi à montrer que les États occidentaux ne peuvent plus établir eux seuls les priorités et les principes du monde (Committeri, 2012:6).

3.1.3 L'intervention russe en Syrie comme instrument de détournement du conflit ukrainien

L'intervention militaire russe en Syrie a souvent été reliée à l'implication de la Russie en Ukraine. Plusieurs théories ont été mises de l'avant pour justifier les raisons indirectes de l'intervention russe en Syrie. En effet, Poutine se serait servi de la guerre en Syrie comme moyen de détournement de son intervention en Ukraine. Il a utilisé le chaos en Syrie pour camoufler ce qui se passait en Ukraine (Notte, 2016 :66). Après une entente entre les forces ukrainiennes et les séparatistes soutenus par la Russie, un cessez-le-feu en septembre 2015 est entré en vigueur, après ses multiples échecs (HRW, 2016). Il est intéressant de noter que ce cessez-le-feu a eu lieu quelques semaines avant l'intervention russe en Syrie. De cette manière, il a montré que le conflit en Ukraine semble tirer vers sa fin (Stent, 2016: 108). Dès lors, le président russe s'est tourné vers la « lutte contre le terrorisme ». Il a exposé la gravité du terrorisme et le risque auquel la population mondiale fait face. Les attentats terroristes dans certains pays occidentaux (ex. en France) ont poussé les États à faire face à cette menace. La population mondiale a donc été davantage touchée par les menaces terroristes potentielles que par un conflit entre la Russie et l'Ukraine. Dès lors, on remarque un changement notable dans la couverture médiatique, où l'on observe une transition progressive du conflit ukrainien au conflit syrien (*Ibid.*). Ainsi, les médias ont changé les pratiques politiques et influencé la priorisation des messages, par ce qui touche directement la population (Gingras, 1995). En plus des multiples campagnes de *soft power* russe pour influencer l'opinion

publique dans les pays occidentaux, le revirement de la situation en Ukraine vers le conflit syrien a établi les priorités politiques de ces pays pour endiguer une menace directe à leur sécurité.

D'autres théories affirment que l'intervention russe en Syrie n'était qu'un instrument de négociation avec l'Occident. Elle était un outil pour alléger les sanctions économiques imposées à la Russie, à la suite de son intervention en Ukraine (Notte, 2016: 59). L'intervention russe en Syrie était une manière de sortir la Russie de l'isolement international. Suite à l'annexion de la Crimée et de son intervention militaire en Ukraine, l'UE et les États-Unis ont imposé des sanctions économiques à la Russie (Kozhanov, 2016 : 31). Les sanctions économiques et l'isolement diplomatique que la Russie a subi se sont avérés très lourds pour l'économie et la politique du pays. Cela a motivé la Russie à intervenir en Syrie pour faire des profits économiques et pour s'imposer comme acteur incontournable au niveau de la scène internationale (*Ibid.*). Ainsi, Moscou a voulu regagner une position de puissances parmi les pays occidentaux (Notte, 2016 :59).

Cette implication russe en Syrie a défié les politiques occidentales, particulièrement celles de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), sur la scène internationale. Le revirement de l'Occident des affaires ukrainiennes vers celles de la Syrie ont permis à la Russie de sécuriser sa périphérie ukrainienne, ainsi de protéger ses frontières de l'influence occidentale. En effet, le rapprochement de l'OTAN en Ukraine est risqué pour la Russie (Del Cid, 2017: 366). Elle rapproche l'OTAN des frontières russes (*Ibid.*). Laisser l'Ukraine s'allier avec l'Occident ou s'unir à l'UE menacerait l'influence russe dans son espace post-soviétique (*Ibid.*). Le succès de l'intervention russe en Syrie a donc affaibli l'influence de l'Occident non seulement en Ukraine, mais également au Moyen-Orient. La stratégie derrière la lutte contre le terrorisme en Syrie a permis à Poutine d'alléger les répercussions des décisions internationales de son intervention en Ukraine (Notte, 2016 :66.). De plus, Poutine a éliminé tout plan occidental d'exploitation ou d'acheminement énergétique en Ukraine qui l'exclut (Mocilnikar, 2018 :19). Enfin, le Kremlin a réussi à être gagnant en Syrie et en Ukraine : Il a premièrement endigué l'influence occidentale près de ses frontières; il a contrebalancé l'influence américaine au Moyen-Orient; finalement, il a fait des gains territoriaux (ex. la Crimée) et de zones militaires (ex. la base aérienne en Syrie), durant ses interventions.

3.2 Renforcer les rapports de coopération militaro-économique avec les pays voisins de la Syrie

3.2.1 La présence russe en Syrie comme prétexte pour renforcer l’alliance avec l’Iran

La Russie a su se rapprocher de certaines puissances du Moyen-Orient, depuis son implication dans le conflit syrien. Les relations qu’elle a bâties continuent aujourd’hui de lui porter fruit. Le cas de l’Iran reste un partenariat intéressant et incertain pour la Russie, considérant leur niveau d’implication dans le conflit syrien. En effet, l’Iran est un fort allié d’Al-Assad et considérablement impliqué depuis le début du conflit. Le niveau d’implication de Téhéran est très large et s’étend sur les aspects militaires, économiques et politiques. Toutefois, il est facile de concevoir certaines divergences se manifester entre l’Iran et la Russie sur des questions militaires, d’énergies et de profits post-conflit, dans les frontières syriennes. La Russie et l’Iran sont à la recherche de pouvoir et d’influence géoéconomique dans la région. Cependant, leur discours devant la communauté internationale reste le même, en ce qui concerne le maintien de Bashar Al-Assad et le futur de la Syrie.

3.2.1.1 Les projets de pipelines iraniens vers l’Europe

En 2009, le gouvernement syrien a refusé les projets de gazoducs et d’oléoducs qatariens qui devaient traverser son territoire, pour éventuellement se rendre en Europe (Ghoble, 2017: 41-42). Cependant, le gouvernement syrien a signé un accord historique en juillet 2011 de pipelines avec l’Iran et l’Irak, changeant donc la carte des pipelines prévue au Moyen-Orient (*voir annexe B*). Ce gazoduc allait donc passer par le port iranien Assalouyeh (près du site gazier dans les eaux du Golfe persique), pour ensuite passer par le territoire irakien, traverser Damas et finalement, atteindre l’Europe par la construction de nouveaux pipelines dans la Mer Méditerranée. Contrairement au projet de pipelines qatariens, ce projet exclut directement la Turquie de la carte des routes d’énergies (Aşcı, 2018). Ce projet devait se terminer en trois ans et coûter près de dix milliards de dollars (Engdahl, 2014). Néanmoins, ce projet dû être interrompu pendant la guerre contre Assad. Cet accord de pipelines iraniens comptait également sur l’achat du gaz de la partie iranienne du site South Pars, par la Syrie et l’Irak. Enfin, ce projet aurait contribué à l’exportation du gaz iranien et à la concurrence sur le marché énergétique avec le gaz russe et qatarien (Sogoloff, 2017).

Les sanctions imposées à l'Iran ont complètement bloqué ce projet de pipelines iraniens puisque les produits ne pourraient être vendus à l'Europe (Aşcı, 2018). C'est donc ici que l'on peut comprendre les opportunités que la Russie cherche à exploiter. En effet, l'Iran reste le meilleur partenaire russe au Moyen-Orient. Poutine tient à créer des accords d'acheminement de gaz iranien avec les sociétés énergétiques russes (*Ibid.* : 100). Si les sanctions occidentales sont retirées, l'Iran recommencera à considérer son projet vers le marché européen (*Ibid.* : 103). Ainsi, l'Iran reste un grand rival pour la Russie. Il est donc plus profitable pour la Russie de créer un partenariat avec l'Iran que de l'avoir comme compétiteur. Pour le moment, les sanctions imposées à l'Iran ne sont qu'un avantage de plus pour les Russes, mais un vendeur de gaz de moins pour l'UE. Cette dernière ne pourrait imposer des sanctions sur les énergies russes, car la majeure partie de son gaz provient de la Russie. Cela permet aux Russes de devenir les acteurs principaux du projet énergétique dans la région. Ainsi, cela leur permet également de se rapprocher de leur objectif de dépendance énergétique européenne. Bref, les intérêts géopolitiques russes et iraniens au Moyen-Orient influenceront les décisions géoéconomiques relatives aux flux et aux commerces des ressources énergétiques (Prontera & Ruszel, 2017:158).

3.2.1.2 Les limites de la collaboration militaro-stratégique russo-iranienne dans le conflit syrien

En 2016, la Russie a reconsidéré ses objectifs stratégiques en Syrie, lorsque l'Occident ne semblait pas lui offrir des plans de négociations intéressants. Cela a donc poussé la décision de Poutine à renforcer le maintien du régime syrien et de coopérer avec l'Iran (Souleimanov & Dzutsati, 2018: 44). Malgré l'endurcissement de la politique occidentale face à l'aventurisme russe sur la question syrienne, la Russie a manœuvré pour alléger les sanctions occidentales qui la frappait. Face à la Russie, l'Iran est le partenaire le plus faible devant la communauté internationale. Il lui est donc plus facile de gérer ses forces armées en Syrie et laisser la Russie s'occuper des négociations politiques avec l'Occident (*Ibid.* : 48). Cependant, ce partenariat irano-russe ne contraint pas les groupes armés soutenus par l'Iran (ex. la Force Al-Qods, le Hezbollah, etc.) d'exécuter les ordres provenant de la Russie à long terme, malgré le soutien terrestre qu'elles apportent aux opérations russes (*Ibid.*). D'un côté, il n'est pas profitable pour Moscou de refuser l'aide militaro-stratégique iranienne, car cela obligerait la Russie d'augmenter significativement sa présence terrestre dans les frontières syriennes (*Ibid.*). Cela pourrait possiblement affecter la Russie autant au niveau national qu'au niveau international et créer des désaccords sur le terrain

avec l'Iran. D'un autre côté, Moscou tente de rester vigilant dans ce partenariat qui pourrait affecter ses relations avec d'autres États qu'elle tente de maintenir ou d'améliorer (Kozhanov, 2017 :121). Une alliance militaire à part entière avec l'Iran pourrait avoir des conséquences sur la diplomatie que la Russie tente d'établir, pour apaiser la crise syrienne. Elle pourrait également avoir des conséquences sur ses relations avec certains États ou organisations de la région, comme Israël ou le Conseil de coopération du Golfe (CCG) contrôlé par l'Arabie Saoudite (*Ibid.*). Pour le moment, le partenariat militaro-stratégique irano-russe reste nécessaire au niveau qu'il est. Donc, ce partenariat s'en tient aux échanges d'information et à la coordination occasionnelle sur le territoire syrien. L'Iran et la Russie ont chacune des plans prévus dans l'intérêt économique et politique de leur État. Le futur de cette coopération dépendra de plusieurs facteurs dont prochainement, celui de la Syrie post-conflit.

3.2.1.3 Le problème du partage des bénéfices de la reconstruction post-conflit

En plus des enjeux mentionnés plus-haut, on remarque une suite de futurs enjeux entre l'Iran et la Russie, en ce qui concerne la reconstruction post-conflit de la Syrie. En effet, le conflit en Syrie semble maintenant s'apaiser et les discussions pour la reconstruction entre alliés du régime d'Al-Assad s'accélèrent. Étant un des principaux alliés d'Al-Assad et ayant grandement contribué à son maintien depuis le début du conflit, Téhéran se voit présenter des opportunités de toutes sortes en Syrie à la fin du conflit. Toutefois, l'implication notoire et réussie de Moscou aurait pris une grande part des possibilités de projets profitables de l'Iran ou aurait contraint cette dernière au partage des parts de profits avec la Russie. Tenant cela en compte, l'Iran s'est précipité dans la signature de nombreux protocoles, dès le début de l'année 2017 (Pichon, 2018 :160). Elle a réussi à négocier sa place dans la reconstruction de la Syrie, en s'impliquant notamment dans : les réseaux de téléphonie mobile; l'exploitation minière, particulièrement le phosphate; le secteur agricole; l'export d'électricité; et la gestion portuaire de Lattaquié (*Ibid.*). On compte déjà plusieurs IDE russes et iraniens en Syrie depuis le début du conflit, ce qui semble positif pour le besoin immédiat en aide au développement (SCB, 2016). En plus, multiples protocoles d'accord et de libéralisation de marché signés entre l'Iran et la Syrie ont été amorcés depuis le début du conflit, dont cinq en 2017 (Cochrane, 2017). L'Iran se prépare à prendre un rôle prédominant dans la reconstruction des pipelines et des bâtiments essentiels du pays, vu qu'il est le plus grand producteur de ciment et de fer au Moyen-Orient (Al-Saadi, 2015).

On peut compter plusieurs cas où la Russie pourrait potentiellement avoir des désaccords avec l'Iran, notamment sur la question du partage des investissements. En effet, le plus considérable sera celui de l'industrie pétrolière et gazière, particulièrement celui du gazoduc mentionné précédemment, qui viendrait changer les plans de Moscou (Kozhanov, 2017 :122). De plus, Moscou semble insatisfait de la proximité et du pouvoir accordé à Téhéran dans la gestion du port de Lattaquié (Bartenev, 2018 :758). Ce port se trouve sur la même côte que la base navale russe au port de Tartous (*Ibid.*). Moscou et Téhéran tentent d'accaparer les principales sources de profits de la Syrie, provoquant une autre compétition entre les deux grands joueurs (*Ibid.* :161). Leur forte présence en Syrie post-conflit pourrait engendrer de graves défis à la réalisation des plans de chacun dans la région (Kozhanov, 2017 :122). Mise à part la menace entre l'Iran et la Russie, ces deux puissances devront également être prêtes à se protéger contre la possibilité de sanctions économiques américaines visant leurs compagnies impliquées dans la reconstruction en Syrie (Bartenev, 2018: 767). Ces deux partenaires seront forcés à collaborer en Syrie, malgré les particularités de leurs relations. Cela sera nécessaire pour assurer la réussite de leurs plans respectifs ainsi que pour la prévention de menaces que l'un pourrait avoir sur les relations de l'autre (Kozhanov, 2017 :122).

3.2.2 Les bénéfices de l'alliance avec la Turquie

La Turquie est un État ayant une position stratégique, connectant le Moyen-Orient à l'Europe. Celle-ci maintient de bonnes relations avec l'Ouest et fait partie de la puissante organisation politico-militaire : l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Tout d'abord, la Russie cherche à maintenir une influence sur les routes et les imports énergétiques en Turquie. Deuxièmement, elle tient à renouer ses relations avec la Turquie à des fins politico-stratégiques et économiques. Finalement, elle cherche à étendre son influence dans sa périphérie postsoviétique s'étant rapprochée de la Turquie, depuis l'effondrement de l'URSS.

3.2.2.1 Maintenir une influence russe sur les routes énergétiques turques

La Russie a réussi à se rapprocher de la Turquie, malgré leurs oppositions en Syrie et ses relations avec l'Iran. La Turquie, gardienne des détroits, est un État pivot de la Méditerranée qui a su prendre avantage de sa position entre les continents et les mers où elle se trouve (del Pozo & al.

2016:56). Cependant, comme nombreux pays d'Europe, la Turquie reste dépendante de la Russie en terme énergétique. La Turquie est son principal partenaire dépendant, important plus de 55% de son gaz naturel de la Russie ainsi que 35% de son charbon (Prontera & Ruszel, 2017:152-3) (Aşçı, 2018: 100). Cet État du Moyen-Orient est un hub énergétique de grande taille que la Russie tient à garder comme partenaire. Les routes énergétiques turques ne sont pas uniquement parmi les plans géostratégiques russes, mais aussi de certains acteurs puissants de la région moyen-orientale voulant se servir de cet espace de transit (Mocilnikar, 2018 :19). Comme il a été énoncé dans le Plan stratégique publié par le Ministre de l'énergie et des ressources naturelles turc en 2014, la Turquie cherche ardemment à diversifier ses imports énergétiques pour réduire sa dépendance à la Russie. Tenant en compte que 99% de son gaz est importé, la Turquie est totalement dépendante du gaz d'ailleurs (Prontera & Ruszel, 2017:152-3). Ainsi, on peut comprendre la volonté de diversification énergétique turque, mais également la détermination des Russes d'endiguer ces plans.

La gravité du conflit syrien et l'implication russo-iranienne ont bloqué les projets potentiels de nouvelles routes énergétiques vers l'Europe. La Turquie était intéressée par plusieurs projets de pipelines lui ayant été proposés par différents pays, dans le but de poursuivre son plan de diversification énergétique. On peut compter parmi les plus importants, les pays du golfe arabo-persique et Israël. Le projet de pipeline du Qatar vers l'Europe précédemment mentionné, inclurait la Turquie comme pays connectant le Moyen-Orient à l'Europe. D'ailleurs, des discussions ont eu lieu sur la possibilité d'accord énergétique et de pipelines entre Israël et la Turquie (Prontera & Ruszel, 2017:156). Ce projet serait grandement appuyé par les États-Unis, considérant la présence grandissante de la Russie et l'émergence menaçante de l'Iran dans la région, depuis le début du conflit syrien (*Ibid.*). Un tel projet pourrait diminuer l'influence qu'a la Russie sur la Turquie. D'autre part, les projets turcs se compliquent. Si la Turquie décide d'entamer ce projet, la traversée des pipelines devra passer par la zone économique exclusive (ZEE) de la Syrie, où la Russie garde le contrôle (*Ibid.*). Sinon, elle devra passer par la ZEE de Chypre, avec qui la Russie garde de bonnes relations contrairement à celle entre Ankara et Nicosie (*Ibid.*). En plus de leurs bonnes relations, un accord a été officialisé entre la Russie et Chypre donnant le droit aux russes d'utiliser les installations portuaires et aéroportuaires chypriotes durant leur intervention en Syrie (del Pozo & al. 2016 :55-6). Les alliés du régime syrien ne permettront en aucun cas l'exécution d'un tel projet de pipelines, pouvant directement nuire à leur marché et à leur pouvoir dans la

région. Cependant, une discussion a eu lieu entre Israël-Chypre-Grèce d'un projet de pipelines qui pourrait non seulement menacer le projet de dépendance énergétique européenne de la Russie, mais aussi totalement exclure la Turquie. Cette dernière perdrait le pouvoir qu'elle a en tant que pays transitoire et bloquerait son projet de diversification, tandis que le marché gazier russe serait menacé (Prontera & Ruszel, 2017 :157). Ainsi, Moscou et Ankara ont un nouvel intérêt commun : le blocage de tout projet qui les exclut.

Pour terminer, l'année 2016 a marqué le renouement progressif des relations russo-turques. En effet, l'échec du coup d'État en Turquie de l'été 2016 a incité le président turc Erdogan à s'excuser auprès de Poutine pour avoir abattu un bombardier russe, durant le conflit en Syrie (*Ibid.* :153). Après l'échec du coup d'État en Turquie, Poutine a répliqué avec son support auprès du président turc (*Ibid.* :154). Cette action russe était une stratégie clé, considérant la détérioration des relations entre la Turquie et les pays occidentaux. Ankara doit maintenant assurer sa sécurité politique et stratégique, car elle doit concurrencer avec les projets russo-iraniens et sécuriser sa place dans la région. Cela a entraîné la reprise du projet du gazoduc « *Turkish Stream* » en partenariat avec le géant gazier russe Gazprom, pour connecter la Russie à la Turquie (*Voir annexe C*) (*Ibid.* :157).

3.2.2.2 La normalisation des relations russo-turques

Certains évènements politiques en Turquie ont permis un rapprochement de la Russie. En effet, l'échec du coup d'État en Turquie a mené à la détérioration des relations turco-américaines. Cela a remis en question la disponibilité de la base aérienne d'Incirlik utilisée par les forces aériennes américaines (del Pozo & al. 2016 :55). Cela a également motivé Ankara à s'allier avec Moscou, malgré les divergences dans leurs implications en Syrie (*Ibid.*). Ainsi, Poutine a tout d'abord voulu se rapprocher des affaires de l'OTAN à travers la Turquie; ensuite, il a signé des accords économiques profitables avec la Turquie; et finalement, il a cherché à renouer ses relations avec ses ex-républiques soviétiques proches du régime turc.

3.2.2.2.1 La Turquie comme instrument de rapprochement de l'OTAN

La position géostratégique de la Turquie lui a assuré une place dans l'OTAN et une influence sur la région orientale. En effet, il est le seul membre non-occidental de cette

organisation. Parmi les tactiques de la Russie au Moyen-Orient, elle tente de se rapprocher de la Turquie pour influencer les décisions de l'OTAN et diviser la cohésion de cette organisation (ex. en s'alliant avec la France et l'Allemagne). Poutine a utilisé une stratégie antinomique. Premièrement, il a tenté de se rapprocher de la Turquie pour menacer les membres de l'OTAN. En deuxième lieu, il a créé une certaine distance entre la Turquie et les membres de l'OTAN pour réduire l'influence occidentale dans la région. La Russie cherche à se rapprocher de l'OTAN pour avoir une proximité avec certains pays de l'Europe de l'Ouest (dont la France et l'Allemagne), pour élaborer son plan de dépendance énergétique. Cependant, les membres de l'OTAN ne voudraient pas perdre leur seul allié au Moyen-Orient, sachant qu'il y a une influence croissante russe dans cette région prisée. Ainsi, la Turquie s'est retrouvée prise à choisir entre ses alliés occidentaux ou une alliance avec la Russie.

Les relations occidentales avec la Russie se sont davantage compliquées lorsque la Turquie a abattu l'avion russe à la frontière syro-turque, en 2015. Dans une éventuelle réplique de la Russie, les membres de l'OTAN se retrouveraient en dilemme : agir selon leurs obligations conventionnelles ou s'abstenir pour protéger leurs futures relations avec la Russie (Machnikowski, 2015: 32). D'un autre côté, la Turquie n'a pu prouver son innocence en ce qui concerne son implication dans le commerce illicite des ressources pétrolières brutes provenant de la Syrie, acheminées par l'État islamique (*Ibid.* :33). La vente de cette ressource non-raffinée reste laborieuse pour l'ÉI, puisqu'il ne détient pas les infrastructures pour l'acheminer proprement, ce qui l'oblige à la transporter par voie terrestre et passer par la frontière turque (Piolet, 2016 :63). Cela aurait provoqué la remise en question de la loyauté de la Turquie devant ses alliés, considérant le support qu'elle procure à cet ennemi mondial et l'image qu'elle projette de ses alliés occidentaux. Alors, on a pu observer une dégradation des relations entre certains membres de l'OTAN. Cela a diminué l'unification de la force militaire de l'OTAN, ce qui est bénéfique pour la Russie (Machnikowski, 2015 :33).

Malgré la froideur des rapports entre Moscou et Ankara pendant une grande partie du conflit syrien, leurs relations se sont rapidement renouées. Cela a créé une distance entre la Turquie et l'Occident, dont la Russie s'est réjouie (Souleimanov & Dzutsatti, 2018 :45-46). Dorénavant, Erdogan se montre plus provoquant face à l'Occident, ce qui suscite la perplexité des Occidentaux face à ses habitudes autoritaires. Bref, la Russie a su user de sa présence en Syrie pour établir une

forte influence dans la région du Moyen-Orient. Elle a également contré l'influence de l'Ouest présente au Moyen-Orient en se rapprochant du seul membre oriental : la Turquie. Pour terminer, l'accord dernièrement conclut entre la Russie et la Turquie prévoit la construction d'une centrale nucléaire à Akkuyu en Turquie (Aşçı, 2018: 100). Cette construction russe rendra la centrale opérationnelle d'ici 2023 et coutera près de \$20 milliards (*Ibid.*). Cet accord pourrait être le début de la floraison des relations russo-turques.

3.2.2.2.2 De nouvelles ententes d'achats de missiles russes

Une entente a récemment été conclue entre la Turquie et la Russie pour l'achat de quatre batteries anti-aériennes S-400. C'est un système de défense antiaérienne et antimissile mobile, une version améliorée du modèle S-300 (Atlas, 2018). Jusqu'à présent, trois puissances ont conclu cet accord avec la Russie : la Chine, l'Inde et la Turquie. Plusieurs États considèrent également de faire le même achat, ce qui rivalise avec le marché d'armes américain et le pouvoir qu'ils ont dans certaines de ces régions. Cet accord s'élève à près de \$2,5 milliards et reste controversé en raison de l'alliance de la Turquie avec l'OTAN (Oxford Analytica Ltd, 2018). En effet, les membres de l'OTAN, particulièrement les États-Unis, s'inquiètent de cet achat, car rien n'interdit la Turquie d'acheter des armes d'un pays externe à cette organisation. Normalement, les membres achètent des armes d'un État producteur faisant partie de l'OTAN, pour renforcer la défense de l'alliance ainsi que contribuer à l'économie de l'un des alliés (Atlas, 2018). Malgré leurs désaccords sur le conflit syrien, la Russie a su se garantir une alliance à long terme et assurer de futurs gains économiques (Oxford Analytica Ltd, 2018).

3.2.2.3 Un moyen de rapprochement russe des pays de l'Asie centrale proches du régime turc

Pour terminer, les Russes ont une autre motivation indirecte dans leur rapprochement avec les Turques. Le renouement des relations russes avec la Turquie a permis à Poutine une plus grande proximité avec certains pays de la région de l'Asie centrale. Plus précisément, il visait ses ex-républiques soviétiques qui s'étaient rapprochées de la Turquie, après l'effondrement de l'URSS. Moscou cherche à contrôler l'influence et les tensions présentes entre Ankara et certains pays de la région. L'instrument pour y arriver était le conflit syrien. Il a fait progresser les relations russo-turques au cours des dernières années. En effet, certains pays de l'Asie centrale, incluant la région

du Caucase, ont des liens historiques avec l'ancien empire Ottoman, les reliant par une similarité dans la religion et la langue. La chute de l'URSS a présenté à la Turquie une possibilité de recréer le panturquisme d'aparavant, mais cette fois, en utilisant la *Diyanet* (les affaires religieuses turques) dans leur influence politique sur la région (Balci, 2014 :10). Dans ses plans géopolitiques, la Turquie aurait eu une grande popularité auprès de ses « peuples frères » de la région, jusqu'à même se rapprocher d'un État persanophone, le Tadjikistan (*Ibid.* :11).

Les membres de l'OTAN, principalement les États-Unis, souhaitent utiliser la position géostratégique et la force militaire et diplomatique de la Turquie, pour repousser l'influence de l'ancienne URSS de cet espace turcophone (Balci, 2014). Le but était de réduire l'influence des puissances régionales comme celle de l'Iran et de l'Arabie Saoudite de ces États centre-asiatiques (*Ibid.*). Avoir la Turquie comme membre de l'OTAN leur permettait de répandre leur influence occidentale plus facilement en utilisant la parenté religieuse et linguistique de la Turquie avec les pays de la région (Dupuy, 2013 :124). La Turquie a été encouragée d'aider ces pays post-soviétiques à faciliter leur transition en tant que nouveaux États indépendants (Balci, 2014 :11). Cela a permis à la Turquie d'avoir de proches relations économiques et politiques avec plusieurs d'entre eux (*Ibid.*). On peut comprendre les motivations russes de vouloir renouer ses relations avec ses anciennes républiques soviétiques devenant plutôt « les nouvelles républiques turcophones ». Pour Poutine, perdre le contrôle de sa domination sur ses anciennes républiques affecterait ses plans de routes énergétiques ainsi que ses plans d'expansion de l'Union économique eurasiennne. Garder cette zone sous son influence aiderait à prévenir toute alliance contre la Russie dans cette région (Aşçı, 2018: 99). Par ailleurs, la Russie a tenté de calmer les relations entre la Turquie et l'Arménie en gardant une certaine stabilité (chacun ayant des relations avec la Russie), dans le but de pouvoir poursuivre ses plans et son assise dans la région (Dupuy, 2013 :123). Il est crucial pour la Russie de travailler sur ses relations avec la Turquie, vu les bénéfices qu'elles comportent.

3.2.3 La guerre civile syrienne dans le rapport russe avec les monarchies pétrolières du golfe arabo-persique

Les plans énergétiques des monarchies du golfe arabe sont aujourd'hui les plus menaçantes pour la Russie. Premièrement, ces monarchies détiennent de fortes relations avec les États-Unis. Deuxièmement, elles sont de grands compétiteurs en termes de réserves pétrolières et gazières

mondiales. Enfin, ces pétromonarchies ont un grand pouvoir financier et une grande influence idéologique.

3.2.3.1 Bloquer les projets de pipelines qataris vers l'Europe

Dix pays du Moyen-Orient (3.4% de la superficie du globe) détiennent 48% des réserves mondiales de pétrole et 38% des réserves gazières (Sorkhabi, 2010). Parmi ces États, plus de la moitié fait partie des riches pétromonarchies du golfe arabe (l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unies, le Koweït, le Bahreïn et Oman). La majorité de ces derniers sont membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'Arabie Saoudite détient une des plus riches compagnies pétrolières du monde (Saudi Aramco). En effet, cet État détient une quantité de pétrole élevé facile à extraire. Par ailleurs, le projet de pipelines récemment mentionné partant du Qatar vers la Turquie pour se rendre en Europe (*annexe B*) aurait dû passer par la Syrie. Une des théories de l'implication impulsive du Qatar et de l'Arabie Saoudite contre Al-Assad vient de son rejet face à ce projet sur son territoire. On peut donc comprendre l'importance pour ces pétromonarchies de se débarrasser de ce régime pour pouvoir entamer leur projet de pipeline. Cependant, il est évident qu'un tel projet représente une grande menace pour la Russie pour qui l'Europe est son premier importateur de gaz. Ainsi, Poutine devait avoir un certain contrôle en Syrie pour pouvoir bloquer non seulement les plans du Qatar, mais aussi la vente de pétrole de l'Arabie Saoudite (Aşçı, 2018: 102). En plus de l'Iran, la Russie se retrouve donc face à d'autres concurrents. Poutine fait tout ce qui est en son pouvoir pour hausser les prix des énergies au niveau mondial et altérer les plans de ces pétromonarchies (*Ibid.* :103). Ainsi, c'est là où l'on commence à voir l'éventuel succès de ses plans.

3.2.3.2 Nouveaux partenariats

S'étant entendu avec l'Iran d'un côté, le président russe a élaboré son plan pour diminuer et même éliminer la menace provenant des pétromonarchies. Cela réduirait simultanément l'influence de leur allié américain de la région. D'ailleurs, la Russie a signé un accord vers la fin de l'année 2016 avec l'OPEP et l'Arabie Saoudite (plus grand producteur de l'OPEP et le leader de facto) dans le but de limiter la production de pétrole qui provoquerait la chute du prix par baril de pétrole (Mocilnikar, 2018 :19). Cela a été bien reçu par ses signataires puisque l'accord a été

renouvelé jusqu'en fin 2018 (Delanoë, 2018 :69) et dernièrement, reconduit de nouveau jusqu'en 2020 (OPEC, 6/2019). Cette entente stratégique a stabilisé le marché pétrolier et sa régulation en fonction de la demande du marché. Elle contribue autant à la stabilité qu'au développement du secteur. D'autre part, elle a également contribué à prévenir la baisse des prix causé par la production d'hydrocarbures dominants américains.

Le conflit syrien continue de faire progresser la diplomatie russe qui ne fait que se renforcer de manière étonnante. En effet, bien que la Russie et les monarchies du golfe soient des rivaux sur le marché mondial du pétrole et du gaz, elles le sont également au niveau politique. Ces pétromonarchies se sont alliées avec les États-Unis au fil du temps, ce qui a renforcé l'influence occidentale dans la région. Cependant, la Russie s'est forgée de bonnes relations avec les pétromonarchies, malgré son alliance avec l'Iran, leurs divergences face au conflit syrien et la compétition pour le marché européen. Poutine a démontré son leadership en signant une entente avec une organisation à laquelle son État n'est pas membre (celle de l'OPEP) et en trouvant un terrain d'entente entre les grands rivaux du Moyen-Orient et membre de l'OPEP : l'Iran et l'Arabie Saoudite. Il a su mettre les intérêts de son pays en premier, tout en gardant ses relations intactes avec des États opposés. Même si la Russie et certains États du Moyen-Orient sont des rivaux à différents niveaux (économiques, politiques, idéologiques), ils considèrent que la Russie tient un discours consistant avec ses partenaires et la communauté internationale (Delanoë, 2018 :65). Selon eux, la Russie garde une crédibilité par sa persuasion diplomatique pour arriver à s'entendre avec tous les joueurs de la région (*Ibid.*). Néanmoins, les relations russes avec des puissances rivales représentent un risque pour Moscou. Si ses relations ne sont pas entretenues de manières prudentes avec l'Iran, la Russie risque en premier lieu de dégrader ses relations avec le CCG; ensuite, affecter le potentiel d'investissement dans l'économie russe; provoquer les mouvements islamistes sunnites en Russie; et finalement miner les efforts diplomatiques sur lesquelles la Russie travaille pour résoudre le conflit en Syrie (Kozhanov, 2017:121). De la sorte, son activisme et sa patience sur les questions énergétiques, géopolitiques et sécuritaires au Moyen-Orient lui ont permis une assise dans les affaires de la région et ce, avec plusieurs États rivaux (Delanoë, 2018 :70).

Depuis maintenant quelques années, Vladimir Poutine reste prudent face aux tensions entre le Qatar et l'Arabie Saoudite. Ces tensions auraient créé des désaccords dans le CCG depuis l'été

2017 et mené à la décision du Qatar de quitter l'OPEP en 2019 (*Ibid.* :69). Face à cette situation, la Russie est restée neutre pour protéger ses intérêts nationaux. La Russie ne s'est tout de même pas abstenue de travailler sur des accords avec chacun d'entre eux. En effet, la Russie a récemment discuté plus de quinze ententes avec l'Arabie Saoudite, incluant la construction d'une centrale nucléaire en Arabie Saoudite et d'un ensemble de ventes d'armes dont éventuellement celle des S-400 (Oxford Analytica Ltd, 2017). À part des multiples accords de coopération militaire et techniques signés entre la Russie et le Qatar, ce dernier semble également intéressé à se procurer les fameux S-400, causant la contestation saoudienne (Kabalan, 2018). D'autre part, le Qatar a récemment investi des milliards de dollars dans l'économie russe dont \$11.3 milliards dans l'achat de parts de la compagnie pétrolière russe *Rosneft* (Karasik, 2017). Bref, la rétrogradation de l'implication américaine dans la région, l'incohérence et l'imprévisibilité de l'administration Trump, ainsi que la victoire russe en Syrie, ont motivé les pétromonarchies à se retourner vers la Russie. Cela a ainsi présenté la Russie comme acteur prépondérant dans la sécurité de la région.

3.3 Pourquoi inviter la Chine à s'impliquer en Syrie ?

Dans cette dernière section, il sera question d'analyser un acteur qui n'a pas été impliqué dans le conflit syrien comme l'ont été le restant des États présentés dans cette étude. En effet, une des prochaines puissances du Nouvel ordre mondial - la Chine - est un des acteurs les plus importants dans le conflit syrien.

3.3.1 L'alliance sino-russe; vers la multipolarité d'un Nouvel Ordre mondial

La Russie a toujours gardé des relations particulières avec la Chine. Cette dernière est une grande puissance concurrente à la Russie sur le continent asiatique. Cependant, le potentiel de leur alliance ne peut être négligé. La vision d'un Nouvel ordre mondial de Poutine n'est pas uniquement un projet de la Russie, mais également celui de la Chine, depuis de nombreuses décennies. Sachant bien qu'il ne peut établir un Nouvel ordre mondial par lui-même, Poutine sait que travailler avec la Chine serait la solution idéale pour l'aider à gagner une place parmi les plus puissants de la scène internationale. La crise syrienne a présenté plusieurs nouvelles opportunités de coopération entre Moscou et Pékin, durant le conflit syrien et surtout lors des discussions de l'éventuel post-

conflit. L'isolement et les sanctions imposées par l'Ouest sur l'Iran et la Russie, n'ont fait que faciliter le rapprochement mutuel de ces puissances et donner voie à des ententes avec la Chine. En effet, ces trois États sont des partenaires économiques de longue date et partagent une position similaire face à l'Ouest. Leur rapprochement s'est accentué grâce à leurs conjointes coopération pour la résolution du conflit syrien et pour sa reconstruction.

Dès le début du conflit syrien, la Chine a appuyé le régime d'Al-Assad de plusieurs manières, dont politiquement et financièrement. Ce support s'explique par la politique étrangère et la puissance économique chinoise pouvant contrebalancer l'influence américaine au niveau mondial (Hemenway, 2018). L'Ordre mondial est aujourd'hui plus fragile que jamais, vue la croissance économique dans les pays de l'Est et la dégradation de celle de l'Ouest (Houlihan, 2018). D'un côté, on observe une Chine sortant des millions de Chinois de la pauvreté (*Ibid.*). D'un autre, on remarque la diminution d'une classe moyenne en Occident, ainsi qu'une réduction du niveau de profitabilité de la mondialisation (*Ibid.*). Pour la Chine, la coopération avec Al-Assad est considérée comme une manière de consolider les liens militaires avec Moscou, dans le but de renforcer leur confiance mutuelle (Hemenway, 2018). De plus, on remarque une coopération économique grandissante entre les deux acteurs. En 2015, la Russie a vendu à la Chine une quantité de pétrole plus élevée que celle vendue par l'Arabie Saoudite (Aşçı, 2018:101). Les traités énergétiques entre Moscou et Pékin se poursuivent, rendant la Russie et l'Arabie Saoudite des rivaux sur le marché pétrolier chinois (*Ibid.*). La Russie croit que la Nouvelle route de la soie pourrait être additionnel à son projet d'Union eurasiatique et de sa stratégie de rapprochement avec l'Asie centrale (Rolland, 2015). Or, pour ces deux puissances, il est plus avantageux de travailler ensemble en force que de le faire séparément, pour atteindre leurs objectifs.

3.3.2 Un investisseur potentiel post-conflit

Même si l'on en a peu entendu parler durant le conflit syrien, la Chine serait derrière les projets de reconstruction de la Syrie. En effet, la Chine se serait jointe à ses alliés Russes et Iraniens, afin de prendre part dans les projets et les opportunités d'investissements post-conflit en Syrie. La Chine a soutenu le régime syrien en investissant dans des projets de reconstruction en Syrie, en envoyant de l'aide humanitaire et en soutenant politiquement le régime syrien sur la scène internationale (Hemenway, 2018). Contrairement à l'aide occidentale, l'aide chinoise est

exclue de toutes affaires politiques, gardant comme objectifs principaux les accords économiques (*Ibid.*). La Russie tient à forger sa place à long terme en Syrie. Cependant, cela ne sera pas possible si le pays n'est pas reconstruit, auquel elle n'en a pas les moyens. Tout au long du conflit, le soutien russe et iranien du régime syrien a généré des dépenses phénoménales, ce qui limite leur capacité à largement investir dans la reconstruction (Marks, 2018). C'est ici où le rôle de la Chine est nécessaire. Il est important pour les entreprises russes et iraniennes de travailler avec la Chine pour que chacun puisse atteindre ses objectifs dans la région.

Par ailleurs, des investisseurs et des entreprises chinoises ont assisté, lors de la Foire internationale de Damas, tenue en août 2017. Cet événement commercial annuel perçu comme « la fenêtre de l'économie syrienne sur le monde » avait été suspendu depuis 2012 à cause du conflit (SANA, 2017). En 2018, la 60^e foire commerciale internationale de Damas aurait reçu plus de 200 entreprises chinoises (Calabrese, 2019). Le « *Syria Reconstruction Project Symposium* », organisé par l'ambassade syrienne à Beijing et par l'Association des échanges sino-arabes, a réussi à attirer plus de mille entreprises chinoises d'investissement et de développement, dans des projets de reconstruction en Syrie (*Ibid.*). L'ambassadeur syrien à Beijing, Imad Moustapha, s'est exprimé ainsi devant les investisseurs chinois : « Seule la Chine peut jouer un rôle de premier plan en aidant la Syrie à réaliser sa reconstruction et leurs entreprises recevraient la priorité dans la reconstruction » (*Ibid.*). En plus, les compagnies chinoises prévoient l'ouverture de bureaux de représentation dans tout le pays et encouragent des délégations à rechercher de nouveaux projets en Syrie (Calabrese, 2019). On compte déjà \$2 milliards en investissements industriels envoyés en Syrie, \$23 milliards en prêts et dons alloués au Forum de coopération Chine-États arabes et \$90 milliards dédiés à l'aide humanitaire dans toute la région (avec une partie respective prévue pour la Syrie) (Battaglia, 2018). On peut donc comprendre que cette offre sous-entend des opportunités d'investissements profitables pour les Chinois, dont la Syrie en bénéficiera essentiellement par la reconstruction.

3.3.3 La Syrie dans le projet chinois de la route de la soie

La Nouvelle route de la soie, aussi appelé *Initiative ceinture et route*, est un projet chinois lancé en 2013 (Rolland, 2015). Il a pour but la construction d'un « corridor économique » vers l'Eurasie qui connectera la Chine au reste du monde par différentes voies et infrastructures (*Ibid.*).

Ce projet couvre jusqu'à présent 71 pays de trois différents continents et semble se diriger vers la réussite. En effet, les échanges entre la Chine et ses nouveaux partenaires ont dépassés \$1 400 milliards, en 2017 (Battaglia, 2018). Les plusieurs investissements chinois en Syrie précédemment mentionnés peuvent directement être liés à cette nouvelle route chinoise. En fait, la Syrie a un impact capital sur l'expansion de ce projet chinois vers l'Ouest de l'Eurasie, puisqu'elle est à la croisée des routes terrestres et maritimes de cette initiative (*Ibid.*). La Syrie pourrait être la clé et le point de contrôle de cette route, pouvant libérer la Chine de ses frontières naturelles. Elle pourrait également devenir une « porte arrière sans surveillance » pour la Chine, contenu du revirement des États-Unis vers le Pacifique (*Ibid.*). La nécessité urgente en fonds pour le développement ainsi que le désengagement de l'Occident dans la région, rendent la Syrie attrayante pour la Chine (*Ibid.*). De plus, le régime syrien considère la Chine comme un allié et un acteur clé dans la reconstruction de son territoire, ce qui facilite leurs relations. Comme mentionné plus-haut, l'approche chinoise dans le conflit syrien réside dans sa politique de non-ingérence et du respect de la souveraineté des États, donc qui s'exclut de toutes affaires internes. Cela est un modèle qu'elle suit avec tous ses partenaires dans le monde et qui la démarque de l'aide liée occidentale. Pour conclure, Pékin détient deux principaux objectifs dans ses relations avec Damas : développer une coopération économique pouvant faire progresser l'Initiative ceinture et route; et maintenir un gouvernement stable, amical et rigide face aux menaces extrémistes pouvant se propager (Calabrese, 2019). La Chine n'est pas épargnée des risques de terrorisme lié au fondamentalisme islamique. En effet, on estime près de 5 000 hommes s'étant joints à certains groupes terroristes en Syrie (Hemenway, 2018). Ainsi, la Chine tient à éradiquer les risques associés au fondamentalisme pouvant se propager davantage dans son territoire. Elle cherche également à coopérer avec ses alliés dans le but d'éliminer la menace qui pourrait affecter ses investissements en Syrie (Battaglia, 2018). Somme toute, la Chine semble progresser discrètement vers le succès économique, grâce à cette Nouvelle route de la soie. Son succès politique sera ainsi considérable dans l'avènement d'un Nouvel ordre mondial dont elle fera partie.

Conclusion

Cette étude nous a permis de comprendre les raisons géoéconomiques de l'intervention politico-militaire russe en Syrie. Nous avons essayé de décortiquer plusieurs causes directes et indirectes de la stratégie russe dans le conflit syrien. Notre analyse nous a permis de voir la manière

dont la Russie a réussi à regagner la position puissante qu'elle avait à l'époque de l'URSS sur la scène internationale. Poutine a su prendre avantage de chaque événement international pour accumuler les gains géopolitiques et géoéconomique dans la région la plus prisée du monde : le Moyen-Orient.

Son alliance avec le régime syrien ainsi que sa participation prépondérante dans le soutien militaire à Assad dans la guerre civile a permis à la Russie de devenir un acteur puissant dans les enjeux internationaux. Toute question ou décision reliée à la Syrie passe dorénavant par Moscou. Son combat en Syrie lui a permis d'affaiblir les groupes extrémistes en Syrie pour éviter la propagation de l'idéologie extrémiste sur son territoire ou dans celles de ses républiques ex-soviétiques. Cela lui a donc valu des zones militaires et des parts dans le secteur des hydrocarbures offertes par le régime syrien. Cette initiative de « guerre contre le terrorisme » a été instrumentalisée par la Russie dans le but de lui permettre de sortir de l'isolement diplomatique qu'elle a subi pendant plusieurs années par les États occidentaux. La géostratégie de la Syrie était capitale pour les futurs projets de routes d'hydrocarbures de la Russie. Elle était également importante pour bloquer les pipelines de d'autres pays qui étaient susceptibles de rivaliser avec ses politiques visant à maintenir la dépendance énergétique européenne par rapport à ses hydrocarbures.

La Russie a également utilisé son intervention en Syrie pour se rapprocher de plusieurs puissances régionales européennes et moyen-orientales. Son succès en Syrie a permis de contrebalancer l'influence américaine au Moyen-Orient et de diviser les puissances occidentales de l'Occident. Malgré la froideur des relations russo-turques durant le conflit syrien, le Kremlin est parvenu à renouer ses relations avec Ankara. Cela a mené à la conclusion d'accords importants en matière d'armements, d'énergies classiques et de technologies nucléaires. La Russie a utilisé la normalisation de ses rapports avec la Turquie dans le but de se rapprocher de ses anciennes républiques soviétiques qui s'étaient rapproché de la Turquie après l'effondrement de l'URSS. De plus, elle a utilisé la même tactique avec les puissantes pétromonarchies du Moyen-Orient, particulièrement l'Arabie Saoudite et le Qatar. Malgré leur alliance avec Washington, la Russie est parvenue à démontrer son pouvoir auprès des pétromonarchies arabes et à réduire l'influence américaine. La cohérence du discours de Poutine et son pouvoir grandissant au Moyen-Orient ont motivés ces États arabes à se rapprocher de la Russie pour assurer leurs intérêts géopolitiques. De

cette manière, Moscou a sécurisé un partenariat économique avec plusieurs États d'Europe et du Moyen-Orient. En effet, elle a créé plusieurs ententes reliées au secteur des hydrocarbures, les plus importants étant le pipeline *Nord Stream 2* avec l'Allemagne et le *Turkish Stream* avec la Turquie. Elle a également sécurisé des gains pour son marché d'armes avec la Turquie et prochainement avec le Qatar et l'Arabie Saoudite. Finalement, son intervention en Syrie lui a offert de nouvelles opportunités de développement grâce à la coopération de ses alliés iraniens et chinois. En effet, l'alliance de la Russie avec ces puissances régionales lui ont permis de gagner la guerre en Syrie, ainsi d'un renforcement de sa position au Moyen-Orient. Bref, la stratégie russe nous a permis de voir que la géoéconomie rythme aujourd'hui les décisions politiques.

Finalement, on a pu observer que V. Poutine a profité des divergences et des enjeux présents entre certains groupes d'États d'Europe ou du Moyen-Orient, pour poursuivre son agenda de dépendance énergétique. À travers sa diplomatie, il a usé de chaque occasion pour nouer des liens avec des États clés, principalement l'Allemagne, la France, la Turquie et les pétromonarchies arabes, à des fins politico-stratégiques, mais surtout économiques. Il a su prouver son pouvoir économique, politique et militaire à ses adversaires. De cette manière, il a pu montrer ses capacités à faire partie des principaux leaders du Nouvel ordre mondial multipolaire. Bref, le conflit syrien a été un « modèle de concert des pouvoirs » (Machnikowski, 2015:30-31). Les prochaines années dévoileront les futurs enjeux de la région du Moyen-Orient avec l'avènement de la Nouvelle route de la soie, des nouvelles routes d'hydrocarbures russes et les changements majeurs au sein des relations internationales.

ANNEXES

Annexe A

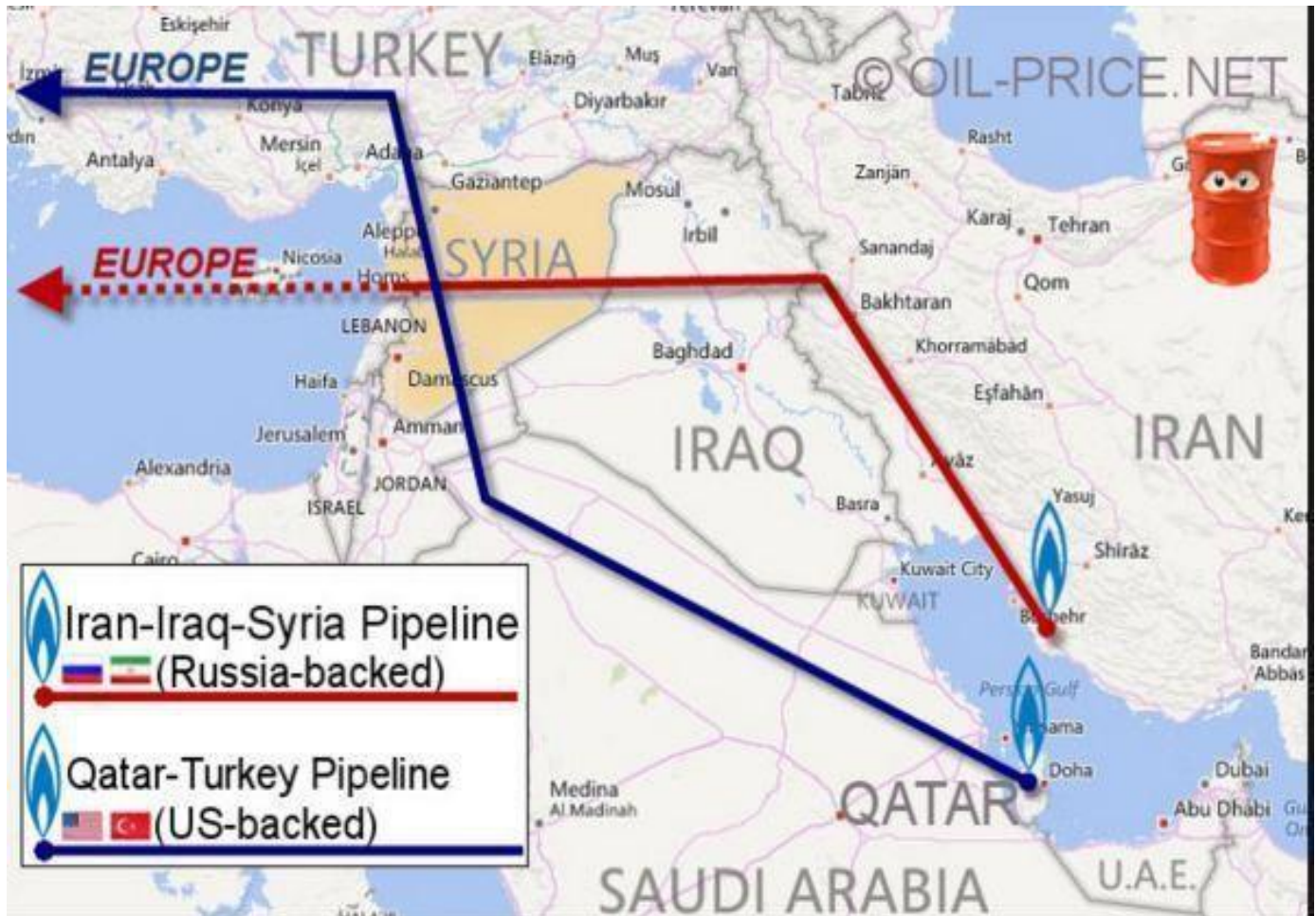
Le pipeline Nord Stream et Nord Stream 2



Source : [Gazpromexport.ru](http://www.gazpromexport.ru/en/projects/5/) <http://www.gazpromexport.ru/en/projects/5/>

Annexe B

Le gazoduc Iran-Irak-Syrie



Source: Oil-Price.net <http://www.oil-price.net/en/articles/oil-prices-and-syrian-civil-war.php>

Annexe C

La carte du *Turkish Stream*



Source: Gazprom.com <http://www.gazprom.com/press/news/2015/may/article228420/>

Bibliographie

- Aalto, P. (2016). *The EU–Russian Energy Dialogue Europe’s Future Energy Security*. Abingdon, Oxon: Routledge.
- Aghayev, E. & Katman, F. (2012). Historical Background and the Present State of the Russian-Syrian Relations. *European Researcher*, 35(11-3), 2066-2070. Retrieved from <https://doaj.org/article/ba7762a990834f549100e30a906fba7>
- AIECGC. (2009). *FDI-Indicators: Syria. The Arab Investment & Export Credit Guarantee Corporation*. Data Tools, from United Nations Conference on Trade and Development. Retrieved from <http://dhaman.net/en/research-studies/fdi-indicators/>
- Almohamad, H. & Dittmann, A. (2016). Oil in Syria between Terrorism and Dictatorship. *Social Sciences*, 5(4), 1-16. doi: 10.3390/socsci5020020
- Aşcı, M. E. (2018). The Energy Policies of EU, Russia, Turkey and Syria. *International Journal of Commerce and Finance*, 4(1), 96-106. Retrieved from <https://doaj.org/article/f21bed7a2d23443a9d2e0c7267fc5d95>
- Atlantic Council. (Daher, J.). (2018, September 27). *Three Years Later: The Evolution of Russia’s Military Intervention in Syria*. Retrieved from <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/syriasource/three-years-later-the-evolution-of-russia-s-military-intervention-in-syria>
- Atlantic Council. (Hemenway, D.). (2018, December 21). *Chinese Strategic Engagement with Assad’s Syria*. Retrieved from <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/syriasource/chinese-strategic-engagement-with-assad-s-syria>
- Atlas, T. (2018). Turkey Signs Missile Deal with Russia. *Arms Control Today*, 48(1), 41. Retrieved from <https://search-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/docview/1991087319/fulltext/DADB176E9B3D4681PQ/1?accountid=14701>
- Balci, B. (2014). La Turquie en Asie centrale : Acteurs privés et étatique dans le développement d'une influence islamique turque dans les républiques post-soviétiques. *Revue Internationale De Politique Comparée*, 21(1), 9-31. doi: 10.3917/ripc.211.0009
- Balmaceda, M. M. (2013). *Politics of Energy Dependency: Ukraine, Belarus, and Lithuania between Domestic Oligarchs and Russian Pressure*. Toronto: University of Toronto Press.

- Bartenev, V. I. (2018). Mutually guaranteed obstruction? Russia, the West and Political Dilemmas of Restoring Syria. *Vestnik RUDN. International Relations*, 18(4), 755-774. doi: 10.22363/2313-0660-2018-18-4-755-774
- Brookings. (Heydemann, S.) (2017, August 24). *Rules for Reconstruction in Syria*. Series: The New Geopolitics of the Middle East. Retrived from <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2017/08/24/rules-for-reconstruction-in-syria/>
- Çakmak, C. & Ustaoglu, M. (2017). *Post-conflict Syrian state and nation building*. New York: Palgrave Macmillan.
- Caplow, T. (1956). A Theory of Coalitions in the Triad. *American Sociological Review*, 21(4), 489-493. Retrieved from https://www.jstor.org/stable/pdf/2088718.pdf?seq=1#page_scan_tab_contents
- Carcanague, S. (2017). Le Poutinisme existe-t-il ? *Revue internationale et stratégique*, 105(1), 169-174. doi: 10.3917/ris.105.0169
- Carnegie Endowment for International Peace. (Al-Saadi, S.). (2015, June 2). *Iran's Stakes in Syria's Economy*. Retrieved from <https://carnegieendowment.org/sada/60280>
- Center for Strategic and International Studies (CSIS). (Cordesman, A. H.). (2017, May 16). *If the Fighting Ever Stops: Stabilization, Recovery, and Development in Syria*. Retrieved from <https://www.csis.org/analysis/if-fighting-ever-stops-stabilization-recovery-and-development-syria>
- Chiu, Daniel Y. (2003). International Alliances in the Power Cycle Theory of State Behavior. *International Political Science Review*, 24(1), 123–136. doi: 10.1177/0192512103024001008
- Coface for Trade (2019). Risk Assessment. The Syrian Arab Republic, Economic Studies. Retrieved from <https://www.coface.com/Economic-Studies-and-Country-Risks/Syrian-Arab-Republic>
- Cohen, E. (2016). From Arab Spring to Economic Winter – examination of the relationship between politics and economics as evident in the Syrian civil war during 2011-2015. *Journal of International Studies*, 9(1), 9-26. doi: 10.14254/2071-8330.2016/9-1/1
- Committeri, C. (2012). When Domestic Factors Prevail Upon Foreign Ambitions: Russia's

- Strategic Game in Syria. *Istituto Affari Internazionali (IAI)*, Working Paper 12/26. Retrieved from <https://www.jstor.org/stable/resrep09809>
- Defense One. (Marks, J.). (2018, March 2). *In the Competition over Syria's Reconstruction, China Is the Likely Winner*. Retrieved from <https://www.defenseone.com/ideas/2018/03/competition-over-syrias-reconstruction-china-likely-winner/146366/>
- Delanoë, I. (2018). Russie – pétromonarchies du Golfe : De la tempête à l'accalmie. *Confluences Méditerranée*, 104(1), 61-71. doi: 10.3917/come.104.0061
- Del Pozo, F., Sanfelice Di Monteforte, F., & Hebrard, P. (2016). Les diplomaties navales en Méditerranée. *Politique étrangère, Hiver*(4), 47-60. doi: 10.3917/pe.164.0047
- Dictionnaire de géopolitique. (1993). Yves Lacoste (sous la direction de), Paris: Flammarion.
- Du Castel, V. (2010). Russie: un nouveau capitalisme par recapitalisation d'État. L'exemple des hydrocarbures. *Management & Avenir*, 35(5), 118-129. doi: 10.3917/mav.035.0118
- Dupuy, E. (2013). Voisinage stratégique de l'Union européenne. *Géoéconomie*, 66(3), 119-134. doi: 10.3917/geoec.066.0119
- Eia Beta. (2015). Syria: Overview. The U.S. Energy Information Administration. Retrieved from <https://www.eia.gov/beta/international/analysis.php?iso=SYR>
- Freedman, R. O. (2016). Russia and the Arab Spring. In M. L. Haas & D. W. Lesch, *The Arab Spring: The Hope and Reality of the Uprisings* (2nd ed.). Boulder, CO: Westview Press.
- Freear, M. (2016, June). (Rep.). *Syrian Stabilization and Reconstruction: Lessons Learned for a Post-Conflict Syria*. American Security Project. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/resrep06050>
- Gauthier, J. (2009). Géopolitique : le nouvel ordre n'est pas encore, l'ancien n'est déjà plus. *Géoéconomie*, 51(4), 21-34. doi :10.3917/geoec.051.0021
- Gazprom. (2015, May 29). *Turkish Stream to be presented at World Gas Conference*. Retrieved from <http://www.gazprom.com/press/news/2015/may/article228420/>
- Gazprom Export. *Nord Stream 2. The Nord Stream and Nord Stream 2 are the optimal pipeline routes to transport Russian gas to Europe, directly linking Russia and Germany*. Retrieved from <http://www.gazpromexport.ru/en/projects/5/>

- Georgia Today Online. (Dolaberidze, D.) (2018, February 15). *Russia to Take Part in Restoration of Syria's Oil and Gas Infrastructure*. Retrieved from <http://georgiatoday.ge/news/9123/Russia-to-Take-Part-in-Restoration-of-Syria%27s-Oil-%26-Gas-Infrastructure>
- Ghoble, V.T. (2017). Making of Syrian Crisis: The Energy Factor. *International Studies*, 52(1-4), 38-52. doi: 10.1177/0020881717714676
- Gingras, A. (1995). L'impact des communications sur les pratiques politiques: Lecture critique. *Hermès, La Revue*, 17-18(3), 35-47. <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1995-3-page-35.htm>.
- Global Research (Engdahl, F. W.). (2018, March 2). *The Secret Stupid Saudi-US Deal on Syria. Oil Gas Pipeline War: The Kerry-Abdullah Secret Deal*. Centre for Research on Globalization. Retrieved from <https://www.globalresearch.ca/the-secret-stupid-saudi-us-deal-on-syria/5410130>
- Global Research. (Nimmo, K.). (2019, March 12). *Syria ready for War to Regain Oil-Rich Golan Heights?* Centre for Research on Globalisation. Retrieved from <https://www.globalresearch.ca/syria-war-regain-oil-rich-golan-heights/5671104>
- Del Cid, A. (2017). Las claves del conflicto entre Rusia y Occidente después de Crimea y el conflicto con Ucrania. *Foro Internacional*, 57(2(228)), 356-388.
- Haddad, B. (2011). The Political Economy of Syria: Realities and Challenges. *Middle East Policy*, 18(2), 46-61.
- Hetou, G. (2019). *The Syrian Conflict. The Role of Russia, Iran and the US in a Global Crisis*. London: Routledge India.
- Hettena, S. (2018) *Trump/Russia a Definitive History*. New York: Melville House Publishing.
- Houlihan, E. (2018). China's New World Order. *The International Economy*, 32(3), 6-7. Retrieved from <https://search-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/docview/2105006735/fulltext/3C325EFD93714EBAPO/1?accountid=14701>
- Human Rights Watch (2016, January 27). *Ukraine: Fragile Ceasefire. Hostilities Down, but*

- Civilians Remain at Risk*. Retrieved from <https://www.hrw.org/news/2016/01/27/ukraine-fragile-ceasefire>
- Human Rights Watch. (2019) (Rep.). *Syria. Events of 2018*. Retrieved from <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/syria>
- International Monetary Funds (IMF). (Gobat, J. & Kostial, K.). (2016). *Syria's Conflict Economy*. (Working Paper 16/123, 30p.). Retrieved from <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16123.pdf>
- Kabalan, M. (2018). The Gulf Crisis: The U.S. Factor. *Insight Turkey*, 20(2), 33-49. doi: 10.25253/99.2018202.03
- Kozhanov, N.A. (2016). *Russia and the Syrian conflict: Moscow's domestic, regional and strategic interests*. Berlin: Gerlach Press.
- Kozhanov, N. (2017). Russian-Iranian Relations through the Prism of the Syrian Crisis. *Insight Turkey*, 19(4), 105-124. doi: 10.25253/99.2017194.07
- Lawson, F.H. (2013). *Global Security Watch: Syria*. Santa Barbara: Praeger.
- Lemieux, V., Traoré, N. & Bolduc, N. (1994). Coalitions, alignements et alliances interétatiques (Note). *Études internationales*, 25(2), 237–258. doi: 10.7202/703315ar
- Lorot, P. (2009). De la géopolitique à la géoéconomie. *Géoéconomie*, 50(3), 9-19. doi: 10.3917/geoec.050.0009
- Luttwak, E. (1995). *Le rêve américain en danger*. Paris: Odile Jacob.
- Machnikowski, R. (2015). Russian Manoeuvres in the Dark. *The Polish Quarterly of International Affairs*, 24(4), 27-II. Retrieved from https://search-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/docview/1783993760?rfr_id=info%3Axri%2Fsid%3Aprimo
- McNabb, D. (2016). *Vladimir Putin and Russia's Imperial Revival*. New York: Routledge. doi: 10.4324/9781315084152
- Mediterranean Affairs. (Battaglia, M.). (2018, December 5). *BRI, the Chinese bid for Syria's Reconstruction*. Retrieved from <http://mediterraneanaffairs.com/bri-china-syria-reconstruction/>

- Middle East Economic Survey (MEES). (2015, January 30). *Syria's Economic Woes Only Set to Intensify*. 58(5).
- Middle East Eye. (Cochrane, P.). (2017, 2 Décembre). *Après la guerre, qui financera la reconstruction de la Syrie ?* En ligne : <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/apres-la-guerre-qui-financera-la-reconstruction-de-la-syrie>
- Middle East Institute (MEI). (Calabrese, J.). (2019, July 9). *China and Syria: In War and Reconstruction*. Retrieved from <https://www.mei.edu/publications/china-and-syria-war-and-reconstruction>
- Middle East Institute. (Karasik, T.). (2017, March 8). *Why Qatar is Investing so much in Russia?* Retrieved from <https://www.mei.edu/publications/why-qatar-investing-so-much-russia>
- Mocilnikar, A. (2018). L'Europe, la Méditerranée et l'énergie. *Annales Des Mines – Réalités Industrielles*, Février 2018(1), 16-23. doi: 10.3917/pe.164.0047
- Morozov, V. (2016). Energy Dialogue and the Future of Russia: Politics and Economics in the Struggle for Europe. In Aalto, P. *The EU–Russian Energy Dialogue Europe's Future Energy Security* (43-61). Abingdon, Oxon: Routledge.
- Notte, H. (2016). Russia in Chechnya and Syria: Pursuit of Strategic Goals. *Middle East Policy*, 23(1), 59-74. doi: 10.1111/mepo.12174
- Oil Price.com. (Paraskova, T.). (2017, December 17). *Syria Aims to Begin Offshore Gas Exploration in 2019*. Retrieved from <https://oilprice.com/Latest-Energy-News/World-News/Syria-Aims-To-Begin-Offshore-Gas-Exploration-In-2019.html>
- Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC). (2019, July 1). *OPEC 176th Meeting concludes*. (No 6/2019). Retrieved from https://www.opec.org/opec_web/en/press_room/5591.htm
- Oxford Analytica Ltd. (2018, January 26). *Turkey: Russian missile purchase will diversify supply*. Oxford Analytica Daily Brief Service. Retrieved from <https://search-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/docview/1991189343?accountid=14701>
- Paraschos, P. E. (2013). Offshore Energy in the Levant Basin: Leaders, Laggards, and Spoilers. *Mediterranean Quarterly*, 24(1), 38-56. doi: 10.1215/10474552-2018997
- Pichon, F. (2018). Enjeux et acteurs de la reconstruction en Syrie. *Les Cahiers de l'Orient*, 131(3), 153-162. doi: 10.3917/lcdlo.131.0153

- Piolet, V. (2016). Géoéconomie du proto-État dirigé par Daech. *Géoéconomie*, 78(1), 59-73. doi: 10.3917/geoec.078.0059
- Prontera, A., Ruszel, M. (2017). Energy Security in the Eastern Mediterranean. *Middle East Policy*, 24(3), 145-162. doi: 10.1111/mepo.12296
- Reuters. (Evans, D.). (2017, December 13). *Syria to start offshore energy exploration in the early 2019 - oil minister*. Retrieved from <https://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFL8N1OD4SB>
- Rolland, N. (2015). La nouvelle Route de la soie. Les ambitions chinoises en Eurasie. *Politique étrangère*, Aune(3), 135-146. doi: 10.3917/pe.153.0135
- RUSSIA/SAUDI ARABIA: Divergent interests limit options. (2017). *Oxford Analytica Daily Brief Service*, 1. Retrieved from <https://search-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/docview/1956052352/fulltext/8F2DF3CD16724C68PQ/1?accountid=14701>
- SANA (2017, May 24). *Damascus International Fair to be held against all odds*. Syrian Arab News Agency, in Business & Finance. Retrieved from <https://sana.sy/en/?p=106890>
- Sorkhabi, R. (2010). Why so much oil in the Middle East? *GEOExPro Magazine*, 7(1), 20-28. Retrieved from <https://www.geoexpro.com/magazine/vol-7-no-1>
- Souleimanov, E.A. (2016). Mission Accomplished? Russia's Withdrawal from Syria. *Middle East Policy*, 23(2), 108-118. doi: 10.1111/mepo.12198
- Souleimanov, E.A. & Dzutsatti, V. (2018). Russia's Syria War: A Strategic Trap? *Middle East Policy*, 25(2), 42-50. doi: 10.1111/mepo.12341
- Stegen, K. S. (2011). Deconstructing the "energy weapon": Russia's threat to Europe as case study. *Energy Policy*, 39(10), 6505-6513. doi: 10.1016/j.enpol.2011.07.051
- Stent, A. (Jan/Feb 2016). Putin's power play in Syria. *Foreign Affairs*, 95, 106-113. Retrieved from https://search-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/docview/1753052359?rfr_id=info%3Axri%2Fsid%3Aprimo
- The New Arab. (Wright, A.). (2015, September 22). *Russian company begins oil prospecting off*

Syrian coast. Retrieved from <https://www.alaraby.co.uk/english/news/2015/9/22/russian-company-begins-oil-prospecting-off-syrian-coast>

The Syrian Consulting Bureau (SCB). (2016, February). *Foreign Direct Investment*. The Syrian Consulting Bureau for Development & Investment: *Working for Recovery, Reconstruction & Development in Syria*. Retrieved from [http://www.scbdi.com/en/Article48/Foreign-Direct-Investment-\(FDI\)-foreign%20direct%20investment](http://www.scbdi.com/en/Article48/Foreign-Direct-Investment-(FDI)-foreign%20direct%20investment)

The Washington Institute. (Henderson, S.). (2013, December 27). *Russia-Syria Offshore Gas Deal Injects New Factor into Peace Talks*. Retrieved from <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/russia-syria-offshore-gas-deal-injects-new-factor-into-peace-talks>

The Washington Institute. (Sogoloff, N.). (2017, August 30). *Russia's Energy Goals in Syria*. Retrieved from <http://www.washingtoninstitute.org/fikraforum/view/russias-energy-goals-in-syria>

Thom, F. (2017). La globalisation du poutinisme. *Commentaire*, 157(1), 151-160. doi: 10.3917/comm.157.0151

Ward, M.D. (1982). *Research Gaps in Alliance Dynamics*. Denver: University of Denver.